



Lettre 34 – Juin 2022

Ne pas accueillir et protéger le migrant, à fortiori le réfugié, qui serait considéré comme un poids pour la société c'est refuser d'aider un défavorisé, une personne faible. Cela conduit un peuple à refuser les personnes faibles : les pauvres, les peu intelligents, les handicapés, les vieux, etc. Mais comme une fois éradiqué tous ces faibles, parmi ceux qui resteront, il y aura encore des faibles, qui seront eux aussi à éliminer – dans cette même logique – alors on arrive à éliminer tout le monde ! C'est se diriger vers la Guerre, encourager la mort.

Ne pas accueillir pour affirmer qu'une appartenance nationale est supérieure au lien qui nous unit à la famille humaine, n'est pas un argument recevable. Accueillir suppose s'ouvrir à l'autre et donc augmenter la diversité biologique humaine, accroître le champ des cultures, faire confiance aux autres, à leur qualités, à leur originalités, leur différences. C'est aussi leur donner un habitat où ils pourront manger, se soigner, dormir avec un toit sur la tête, rencontrer d'autres personnes, travailler et développer leur propres capacités.

Les pays européens acceptent que les réfugiés ukrainiens soient sur leur territoire, mais ce sont bien les citoyens qui les accueillent.

Actuellement dans les pays développés, et chez les jeunes personnes en particulier, on aime beaucoup voyager (c'est à dire migrer) pour découvrir l'inconnu, le surprenant, le nouveau, ou le complémentaire : alors accueillons les migrants qui nous apporte tout cela à la fois.

Merci au cercle de Toulouse qui nous fait parvenir – et partager – l'actualité du CRA de Cornebarrieu. J'invite les cercles qui ont connaissance de ce qui se passe dans les CRA à m'adresser leurs informations que je diffuserai à travers ces lettres bimensuelles.

Michel Girard

Table des matières

CERCLES DE SILENCE	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
Nimes	3
Toulouse.....	3
FRANCE.....	4
L'hôtellerie-restauration cherche des saisonniers en Tunisie.....	4
Élections législatives : lettre des sans-papiers.....	4
Élections législatives : lettre des ong.....	5
l'avenir suspendu des étudiants africains arrivés d'Ukraine.....	7
Les ukrainiens en France.....	7
Mineurs isolés.....	7
Bruz (sud de rennes).....	8
Calais.....	8

Chateau-Gontier- sur- Mayenne.....	9
Chazay-d'Azergues.....	9
Côte d'or.....	9
Creuse.....	9
Grande-Synthe	9
Laval.....	10
Lyon.....	10
Marseille.....	11
Mayotte.....	11
Nice.....	12
Pays de Loire.....	12
Sarreguemines.....	12
Sospel.....	12
Toulouse.....	13
Le Versoud (nord-est de Grenoble).....	13
MANCHE.....	14
MÉDITERRANÉE.....	14
Libye.....	16
Tunisie.....	16
A LA FRONTIÈRE Biéloruuse - Pologne.....	16
UNION EUROPÉENNE.....	16
Augmentation du nombre "d'immigrés clandestins" dans l'UE	16
Frontex.....	17
Allemagne.....	17
Autriche.....	18
Belgique.....	19
Chypre.....	19
Espagne.....	19
Grèce.....	20
Italie.....	22
Malte.....	24
ONU - Organisation internationale pour les migrants.....	25
Haut-commissariat aux réfugiés	25
OIM.....	25
EUROPE.....	25
Moldavie.....	25
Royaume-Uni.....	26
Suisse.....	27
Turquie.....	27
AFRIQUE.....	27
Algérie.....	27
Éthiopie.....	28
Gambie.....	28
Maroc	29
Niger.....	29
République Démocratique du Congo.....	30
Tunisie.....	30
ASIE	31
Birmanie.....	31
AMÉRIQUE	31

Caraïbes.....	31
USA.....	32
A VOIR – A LIRE.....	32
Témoignage.....	33

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

NÎMES

Dans le centre de rétention administrative de Nîmes reviennent ici sur la situation actuellement très compliquée. les conditions de santé sont catastrophiques, spécialement en ce moment à cause de deux épidémies de gale et de coronavirus simultanées, il y a des punaises de lit, des tiques. Il n'y a pas d'eau ! Un prisonnier confirme l'existence d'expulsions même sans test PCR (vers la Tunisie). *« Chaque fois on ramène des papiers, on ramène des preuves comme quoi on travaille, qu'on a un hébergement, qu'on a une vie familiale et tout. Ça fait trois ans qu'avec ma femme on est pacsé.e.s. Ils ont mis au tribunal que le PACS était pas enregistré. En plus ils ont mis dans le jugement que j'étais hébergé chez ma sœur à Paris. Moi j'ai pas de sœur, j'ai jamais été à Paris ! Même sur le papier du tribunal, je l'ai ici, ils ont mis que je suis né en 1973. Moi je suis né en 1987. J'ai parlé avec l'avocate commise d'office elle m'a dit : "C'est rien ça, c'est une faute de frappe." C'est pas pareil. La faute de frappe 1967, y a pas de souci. Mais la faute de frappe qui me dit que j'ai pas un domicile fixe, c'est pas une faute de frappe, c'est un vice de procédure ».*

TOULOUSE

Depuis ces dernières semaines, 5 à 10 entrées par jour et les expulsions ont repris, beaucoup de vols pour l'Algérie en particulier ou ailleurs, un vol pour le Pakistan. Et en l'absence de toute considération humanitaire : père de famille intégré, père d'un enfant handicapé, père de mineurs scolarisés, compagnon d'une femme enceinte de 8 mois... tout est bon pour faire du chiffre! Mais aussi libération c'est à dire mise à la porte du CRA d'un homme gravement malade et assigné à résidence à l'autre bout de la France, sans un sou: à lui de se débrouiller pour y retourner... Actuellement, il y 55 personnes retenues, pas une seule femme, une entrée Covid entraînant une mise en isolement.

« La France reprend un peu son visage de nation accueillante – au moins pour les Ukrainiens. En effet, l'administration a utilisé les droits européens d'accueil, a facilité les démarches administratives et a permis le travail des réfugiés. On voit dans tous les coins de France s'ouvrir des possibilités d'accueil des réfugiés – avec plus ou moins d'aides de la part des structures administratives. La France respire à nouveau un air plus léger. Qu'en sera-t-il dans le prochain gouvernement ? »

FRANCE

L'HÔTELLERIE-RESTAURATION CHERCHE DES SAISONNIERS EN TUNISIE

L'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) se tourne vers la Tunisie car plus de 200 000 postes saisonniers pourraient être non-pourvus cet été 2022 en France: serveurs, plongeurs, cuisiniers et commis ou chefs de rang, tous les emplois de la restauration sont concernés. Depuis six mois, le syndicat a entamé des négociations avec le ministère français de l'Intérieur et l'équivalent de Pôle emploi tunisien. L'appel à candidatures concerne tous les jeunes Tunisiens

diplômés d'écoles spécialisées, et qui ne trouvent pas de travail dans leur pays. Il leur suffira de déposer leur candidature, d'ici quelques semaines, sur une plateforme de recrutement dédiée. Une fois embauchés, les candidats retenus pourront venir travailler en France pour une période de cinq mois maximum. Ils seront payés au moins au Smic, fixé à 1 645,58 euros brut pour 35h par semaine. Une base amenée à évoluer, en fonction des grilles de salaire établies dans la branche de l'hôtellerie-restauration. Le contrat de travail, lui, sera "exactement le même" que pour un travailleur français. Si le travailleur n'a pas de solution d'hébergement, il pourra par ailleurs faire une demande de logement auprès de son employeur, qui aura alors l'obligation de le loger gratuitement. Côté Tunisie, le recrutement des saisonniers à venir tombe à point nommé. Car de l'autre côté de la Méditerranée, le tourisme peine à se relever de plusieurs années de crise. Actuellement, le secteur est touché de plein fouet par la guerre en Ukraine. Avec l'offensive sur Kiev, la demande russe s'est effondrée. Alors même que ses touristes représentaient 7 % des 9,4 millions de touristes internationaux enregistrés en 2019, soit plus de 650 000 personnes, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Cette clientèle avait d'ailleurs été un moteur de la reprise post révolution. Pour les 400 000 employés du secteur : trouver du travail est très difficile dans un pays déjà gangrené par le chômage.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : LETTRE DES SANS-PAPIERS

À trois semaines des élections législatives, une dizaine de sans-papiers - épaulés par le Secours catholique - ont rédigé une lettre à l'intention des députés de leur circonscription. Ils souhaitent les sensibiliser à leur cause et réclament leur régularisation, ainsi qu'un meilleur accès au marché du travail.

La lettre, datée du 17 mai 2022, devrait arriver en fin de semaine sur le bureau de Yanis Bacha, candidat du parti présidentiel (Renaissance), et celui de Sarah Legrain, candidate NUPES (gauche), tous deux en lice dans la 16e circonscription de Paris. Selon le Cèdre, *"les deux candidats ont l'air assez ouverts à la rencontre."* Les sans-papiers aimeraient à terme rencontrer les candidats pour leur parler de vive voix de leurs difficultés au quotidien. *"Si je rencontrais un député, je lui dirais qu'il nous représente aussi parce qu'on vit ici. On voudrait que vous nous défendiez à l'Assemblée nationale pour nous faire sortir de la précarité"*.

Écrite par un groupe de migrants épaulé par le centre Cèdre du Secours catholique situé à Paris *"Depuis mars, tous les mardis, on discute des élections avec un groupe d'une dizaine de personnes. On a parlé de la différence droite/gauche, des propositions des candidats sur les migrants"*, explique un chargé d'accompagnement. *"Donner aux exilés l'occasion de parler de ces hommes politiques qui parlent d'eux à longueur de discours"*, mais aussi *"leur donner des clés de compréhension de la société dans laquelle ils vivent"* Les différentes propositions sont portées depuis des années par les ONG de défense de migrants. Elles ont été rediscutées avec les intéressés chaque semaine depuis trois mois au cours.

La lettre rassemble les **revendications de ces sans-papiers**. *"Nous voulons la liberté, être intégrés comme les français, travailler"*, *"[avoir] des logements, voyager, des titres de séjour, de la stabilité, nous former dans les finances, l'informatique, la mécanique, la boulangerie. Nous ne voulons plus travailler au noir. Nous voulons étudier, être pris en charge médicalement, cotiser. Nous voulons aider la France"*. Ils rappellent qu'ils vivent *« difficilement, dans les rues, dans les squats, dans les gares, dans les bus de nuit de terminus en terminus, dans la misère, dans une prison à ciel ouvert"*. Les difficultés de la vie, les galères liées entre autres à la barrière de la langue et à la complexité du système administratif français."

L'absence de titre de séjour les empêche de signer des contrats de travail en bonne et due forme et les expose à toute sorte d'exploitation. Des patrons ne respectent pas leurs droits et les

mettent en danger. "Dans les chantiers, ce sont les tâches les plus difficiles qui sont données aux sans-papiers. J'ai déjà travaillé 10 jours pour un patron sur un chantier. Il devait me payer 60 euros par jour mais il ne m'a jamais rien donné. Alors je suis parti. "Et on ne nous donne pas d'équipement. Une fois, j'ai failli me faire transpercer le pied par un clou parce que je n'avais pas de chaussures de sécurité. Depuis, j'en ai achetées moi-même".

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : LETTRE DES ONG

Une vingtaine d'associations dont la Cimade, Médecins du monde, Action contre la faim, le Samu social de Paris, Emmaüs, le Secours catholique ou encore Utopia 56 et une quarantaine de chercheurs ou universitaires interpellent "la future Assemblée nationale", dans une lettre ouverte publiée jeudi 26 mai 2022 par franceinfo. Les signataires demandent aux députés qui seront élus le 19 juin de prendre "des mesures immédiates et durables pour l'accueil des personnes exilées". Ils soulignent que les mesures prises pour accueillir les réfugiés ukrainiens ont été "salutaires" mais que "toutes les personnes exilées doivent pouvoir bénéficier de conditions d'accueil à la hauteur de leurs besoins de protection". Dans leur lettre ouverte, ils réclament à la future Assemblée nationale de "garantir l'accès aux droits, de permettre à tous·te·s un accès immédiat aux soins et de porter au niveau national et politique l'ambition d'un accueil digne pour tous·te·s".

Le 29 mars dernier, nous, associations œuvrant pour l'accueil digne des personnes exilées, appelons les pouvoirs publics à garantir un accueil digne et inconditionnel pour tous·te·s. Nous proposons aujourd'hui à la future Assemblée nationale de s'engager dans cette voie, en adoptant dès son élection des mesures immédiates et durables pour l'accueil des personnes exilées, dont les arrivées n'ont pas vocation à diminuer dans les prochaines années.

Les mesures exceptionnelles mises en place pour accueillir les personnes fuyant la guerre en Ukraine, conjuguées à un élan de solidarité inédit, sont salutaires. Début mai, elles ont permis à 70 000 personnes d'être accueillies en France et de bénéficier d'un accès facilité à leurs droits sociaux et à l'hébergement. Cependant, toutes les personnes exilées doivent pouvoir bénéficier de conditions d'accueil à la hauteur de leurs besoins de protection.

Les conditions de vie des personnes en demande d'asile et réfugiées en France, et particulièrement en Île-de-France, sont alarmantes et illustrent l'insuffisance de nos politiques d'accueil et d'intégration. Chaque jour, nous, associations, accompagnons inconditionnellement les personnes exilées pour pallier les carences des politiques d'accueil. Candidat·e·s aux élections législatives, nous vous appelons à porter la dignité de l'accueil des personnes exilées à l'Assemblée nationale !

Garantir l'accès aux droits

Dernier en date, [le rapport Les oubliés du droit d'asile](#) montre que l'accès aux conditions matérielles d'accueil (CMA) – un droit pour les personnes demandant l'asile en France – est constamment entravé. Les CMA ne permettent pas de couvrir les besoins des demandeurs d'asile, les obstacles à leur obtention et les retraits sont de plus en plus nombreux. Cette situation a déjà valu à la France [une condamnation par la Cour européenne des droits de l'Homme](#) pour traitements inhumains et dégradants en juillet 2021. Nous demandons à la future Assemblée nationale de faire évoluer le cadre législatif pour retirer la possibilité d'interrompre totalement les conditions matérielles d'accueil.

Nous demandons également aux futur·e·s député·e·s d'améliorer l'accès aux formations professionnelle et universitaire pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, et d'autoriser tous·te·s les demandeurs d'asile à travailler dès le dépôt de leur demande.

Des cours de français financés par l'État doivent être rendus accessibles gratuitement aux demandeurs d'asile dès l'enregistrement de leur demande ; le recours à l'interprétariat doit par ailleurs être systématisé pour l'ensemble de leurs démarches.

Les droits des demandeurs d'asile doivent être connus et respectés. L'ensemble des acteurs intervenant auprès d'elles et eux (professionnel·les de santé ou du social, collectivités locales, policier·es et gendarmes...) doivent être formé·es et disposer des moyens suffisants pour les informer.

Assurer des conditions dignes d'hébergement

Les parcours de rue qui résultent des difficultés d'accès à un toit entravent les personnes exilées dans l'ensemble de leurs démarches, y compris une fois la protection obtenue.

La future Assemblée nationale doit voter en urgence l'augmentation de la capacité du parc d'hébergement de plusieurs dizaines de milliers de places en France, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle intégrant les perspectives d'évolution de la demande d'asile. Les futur·e·s parlementaires ont le pouvoir de mettre en place un dispositif d'hébergement d'urgence, de réinsertion sociale et de logement social digne et inconditionnel.

Permettre à tous·te·s un accès immédiat aux soins

Fin 2019, des barrières supplémentaires à l'accès aux soins ont été imposées aux étranger·e·s précaires sans papiers pour pouvoir accéder à l'Aide médicale de l'État (AME). Dans le même temps, les personnes demandeuses d'asile se sont vu opposer, et pour la première fois, un délai de carence de 3 mois retardant d'autant leurs accès aux soins et leur affiliation à la Protection universelle maladie (PUMA).

Dès 2022, les député·e·s doivent abroger ces délais et barrières à l'accès aux soins qui ont eu des conséquences directes sur la santé de personnes déjà particulièrement précarisées, et travailler à l'intégration des bénéficiaires de l'AME dans le régime général de la Sécurité sociale.

Porter au niveau national et politique l'ambition d'un accueil digne pour tous·te·s

Nous, associations, aidants solidaires, chercheur·se·s, universitaires, attendons de l'Assemblée nationale qu'elle prenne la mesure de ces enjeux. Son entrée en fonction le 22 juin prochain sera l'opportunité de répondre par des mesures immédiates et durables à la situation des personnes exilées en grande précarité, et de proposer un dispositif d'accueil digne.

https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/migrants/tribune-pour-que-laccueil-digne-des-migrants-soit-la-regle-pas-lexception-la-lettre-ouverte-d-une-vingtaine-d-associations-a-la-future-assemblee-nationale_5158840.html

L'AVENIR SUSPENDU DES ÉTUDIANTS AFRICAINS ARRIVÉS D'UKRAINE

Ils sont Ivoiriens, Camerounais, Congolais, Nigériens... et étaient inscrits dans des filières universitaires en Ukraine avant le début de la guerre. Du jour au lendemain, ils ont dû fuir les bombes et se sont retrouvés sur les routes de l'exil. Certains ont débarqué en France où ils ne bénéficient pas des mêmes droits que les déplacés ukrainiens. La plupart ne savent pas s'ils pourront rester dans l'Hexagone pour poursuivre leurs études.

LES UKRAINIENS EN FRANCE

Trois mois après le début de la guerre en Ukraine, **85.000 Ukrainiens** bénéficient de l'allocation pour demandeurs d'asile (Ada) en France. Parmi les 85.000 personnes, "8.000 sont en

logement", les autres sont hébergées dans des structures d'accueil ou chez l'habitant a précisé ce mardi le patron de l'Ofii. L'allocation pour demandeurs d'asile, attribuée aux réfugiés ukrainiens même si ces derniers n'ont pas besoin de demander l'asile car ils bénéficient de la "*protection temporaire*" enclenchée par l'Europe, s'élève à **6,80 euros** par jour et par personne. Selon le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) 6,5 millions d'Ukrainiens ont fui à l'étranger, 3,4 millions sont réfugiés en Pologne.

<https://www.francebleu.fr/infos/international/85-000-ukrainiens-refugies-en-france-depuis-le-debut-de-la-guerre-1653383845>

MINEURS ISOLÉS

Face au nombre croissant d'enfants migrants qui se retrouvent à la rue faute de prise en charge, Médecins du monde, la Cimade ou encore le Syndicat de la magistrature et 60 ONG appellent dans un manifeste (voir le site droits de l'homme) à des mises à l'abri immédiates et demandent aux futurs députés une loi assurant le « respect de la présomption de minorité ». La décision écrite remise par la mairie de Paris de ne pas les considérer comme mineur donne des raisons : une « posture » ou une « capacité d'élaboration » en « décalage » avec l'âge déclaré ; des « propos insuffisamment détaillés » sur le parcours migratoire ; un « fort degré d'autonomie et de maturité »... Le tout jugé sur la base d'un entretien qui ne dure pas une heure en général. Des incohérences dans le compte-rendu écrit des décisions laissent deviner une forme de travail à la chaîne qui laisse peu de chance à une approche personnalisée. Ainsi est-il écrit qu'en tel est entré en Europe par l'Espagne alors qu'il est passé par l'Italie. Ou qu'il est né au Mali alors qu'il est guinéen. De même, il est reproché à un autre de produire un acte de naissance édité après son départ du pays alors que, assure-t-il, un compatriote dans la même situation a été reconnu mineur...

En tant que mineurs, les enfants migrants ne sont pas soumis aux règles françaises de séjour des étrangers. Ils sont censés être pris en charge dans le cadre du dispositif français de la protection de l'enfance, sans exigence quant à la régularité de leur entrée ou de leur séjour, et ils ne peuvent pas faire l'objet d'une mesure d'éloignement. Et cependant, « *65 % des jeunes accompagnés finissent par être reconnus mineurs par le juge des enfants* ». Cette situation se retrouve un peu partout sur le territoire, au point qu'une soixantaine de collectifs locaux, d'associations et de syndicats nationaux, parmi lesquels Médecins du monde (MDM), Solidaires, la Cimade ou encore le Syndicat de la magistrature, signent un manifeste « Mineurs en danger à la rue, il est urgent de les protéger », rendu public vendredi 20 mai 2020 sur le site de la Ligue des droits de l'homme. Ils réclament notamment des mises à l'abri immédiates des jeunes en recours et demandent aux futurs députés le vote d'une loi qui assure le « respect de la présomption de minorité ». Le même désarroi préside à Toulouse, où, faute de prise en charge, les jeunes en recours sont orientés depuis juillet 2019 vers une ancienne maison de retraite mise à disposition par la ville. Ce bâtiment est désormais menacé d'expulsion. La métropole a promis d'éviter une mise à la rue des quelque 90 jeunes qui s'y trouvent mais on reste inquiet. « De nouveaux jeunes arrivent tous les jours, prévient-elle. Qu'est ce qui va se passer pour eux ? » A Marseille, deux squats de jeunes en recours, ouverts en janvier sur la Canebière, sont aussi en voie d'expulsion. Un membre de Solidaires et du collectif 113, qui gère un des squats, précise que « *Médecins sans frontières accueille aussi une vingtaine de jeunes en recours dans une maison et il y a aussi de l'hébergement citoyen. Au total, ce sont une centaine de jeunes qui seraient à la rue s'il n'y avait pas d'initiative solidaire. Les pouvoirs publics se reposent sur nous* ». « *L'État ne veut pas payer les départements pour les accueillir alors les départements font tout pour s'en débarrasser* ». A Saint-Étienne, la situation est « plus que mauvaise », l'association Maison Solidaire héberge près de soixante jeunes en recours. « *J'en ai dix chez moi, dix-sept dans des appartements qu'on loue et le reste en familles d'accueil* ». « *L'État ne veut pas payer les départements pour les accueillir alors les départements*

font tout pour s'en débarrasser ». En Moselle, des bénévoles dénoncent enfin les arrestations de jeunes par la police aux frontières (PAF) avant même que leurs recours aient été examinés, au motif que les documents d'identité présentés ne sont pas authentiques. *« Ils passent en correctionnelle pour faux et usage de faux alors qu'ils n'ont même pas vu de juge pour enfant. Ils se retrouvent avec une obligation de quitter le territoire et sont placés en rétention. »*

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20220521-le-monde-mineurs-isele-s-une-soixantaine-d-associations-tirent-la-sonnette-d-alarme-copie.pdf>

<https://www.ldh-france.org/mineur-es-en-danger-a-la-rue-il-est-urgent-de-les-proteger/>

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/05/21/mineurs-isoles-une-soixantaine-d-associations-tirent-la-sonnette-d-alarme_6127077_3224.html

BRUZ (SUD DE RENNES)

Le pôle coiffure de la faculté des métiers de Bruz a mobilisé ses apprenants, lundi 23 mai 2022 matin, pour offrir leurs services en **proposant gracieusement des coupes à des réfugiés** ukrainiens, hébergés dans le département. Quatre Ukrainiennes sont venues accompagnées d'un jeune garçon et d'une fillette. L'une est venue seule de Rennes par le bus. Le sourire illumine le visage de toutes les réfugiées en découvrant leur nouvelle coiffure. *« Cette séance de coiffure est un moment de bien-être et de détente qui leur fait oublier, durant quelques heures, leur inquiétude par rapport notamment à leurs maris réquisitionnés en Ukraine ».* Une des apprenties a même poussé son geste de solidarité plus loin. *« Je vais donner un de mes sèche-cheveux à l'une d'entre elles ».* Cette initiative a fait des émules. Les enseignantes vont offrir des brosses et des pinces. Des services plus techniques, telles des couleurs, seront proposés début juin 2022, lors de deux autres matinées. *« Nous allons aussi contacter les communes où nous habitons pour proposer ce service aux Ukrainiens qui y sont accueillis afin de permettre à un plus grand nombre d'en bénéficier ».*

CALAIS

Mercredi 11 mai 2022, le corps d'un migrant a été retrouvé ce jour-là, pendue à la sangle de la remorque d'un camion à Calais. Le procureur de la République de Boulogne-sur-Mer affirme que le défunt serait "à priori Érythréen". Pour un de ses amis, il était Soudanais, originaire d'une région à l'est de Khartoum, et avait 27 ans. Un réfugié a reconnu son ami. *"Je sais que ce sont des personnes qui vivaient dans le camp qui l'ont découvert par hasard. Ils ont pris une photo du corps et ils sont revenus pour nous informer". "Je me suis précipité sur les lieux avec d'autres Soudanais. Nous étions environ 30 personnes. Je me suis approché du camion et je l'ai trouvé sans vie. Je ne peux pas décrire le sentiment que j'ai ressenti. Ce fut terrible." "Très fatigué ces derniers jours. épuisé par l'exil, les conditions de vie à Calais, il pensait retourner au Soudan. Il était arrivé en Europe en 2015 et avait demandé l'asile en Allemagne, en France et en Suisse. "Les trois pays ont refusé de lui accorder une protection". L'Angleterre représentait sa dernière chance. "Mais il a dû perdre espoir..." Vivant à Calais depuis environ deux mois. "Il ne parlait pas beaucoup et il n'est pas très sociable. Peut-être que les dernières nouvelles disant que le Royaume-Uni prévoit d'envoyer les migrants comme nous au Rwanda n'a fait qu'ajouter à son désespoir". "J'ai peur que d'autres personnes décident aussi de se suicider". "Des années de nos vies sont gâchées en Europe, alors qu'on est là, simplement à la recherche d'une opportunité de vivre en paix".*

CHATEAU-GONTIER- SUR- MAYENNE

Les recettes de la billetterie du dernier concert de la saison ce jeudi 19 mai à 20h30, au théâtre des Ursulines, contribueront à l'effort de soutien humanitaire à ce pays en guerre. L'argent sera intégralement reversé au comité de jumelage qui aide la ville polonaise de Rabka dans l'accueil de nombreux réfugiés.

CHAZAY-D'AZERGUES

Trois jeunes mamans ont été pris en charge : ans ukrainiennes et leurs 6 enfants téléphones, abonnement pour les transports en commun, ouverture de compte en banque, inscription au collège, etc. Une commune voisine – Marcilly - s'est aussi préparée à faire de même.

<https://www.coordination-urgence-migrants.org/pages/articles-de-presse/annee-2021-1/2eme-trimestre-2022/mai-2022/20220517-le-progres-un-reseau-complet-prend-en-charge-des-refugies-ukrainines.html>

CÔTE D'OR

Des réfugiées et réfugiés Ukrainiens participent dimanche 22 mai 2022 à une randonnée de 6 km autour du lac Kir et sur le plateau de Talant. pour découvrir Dijon et le département. Elle est organisée par le comité départemental de randonnée en Côte-d'Or et le comité régional de la randonnée en Bourgogne-Franche-Comté. Pour une mère de famille ukrainienne : "*Ce parcours me permet de me changer les idées et d'éprouver de nouvelles émotions*". Avec elle, une vingtaine de personnes, des femmes, des enfants et des adolescents sont présents.

CREUSE

Depuis deux mois et demi que les premiers Ukrainiens sont arrivés en Creuse, 230 personnes ont été accueillies au total. Parmi elles, 24 sont reparties en Ukraine ou dans d'autres pays d'Europe. Parmi les secteurs qui accueillent ces réfugiés de guerre, il y a notamment la restauration, avec le restaurant de l'étang de Courtille, le Moderne à Guéret ou le chalet des Pierres Jaumâtres. "*Nous avons veillé à trouver des logements là où il y avait de l'emploi*", précise la préfète, qui salue "*la chaîne de solidarité*" qui s'est mise en place dans notre territoire.

GRANDE-SYNTHE

Dimanche 22 mai 2022, des "échanges de coups de feu" dans un vaste campement de Grande-Synthe, près de Dunkerque, deux migrants ont été blessés. vers 13h30, 13h45, des rafales ont été tirées en trois temps, elles venaient des dunes vers l'entrée du camp. "C'était très violent. Ça fait 10 ans qu'on est sur le terrain, je n'avais encore jamais été confrontée à des tirs pareils". Une rafale, quelques secondes d'accalmie, une deuxième rafale, quelques secondes d'accalmie, et une troisième rafale. Les équipes associatives situées à l'entrée du camp arrivent à s'abriter derrière des véhicules. D'autres, situés à 800 mètres de là, ne peuvent que se coucher sur le sol pour éviter les balles perdues. Les migrants ont couru dans le camp, complètement paniqués. Un premier blessé avait reçu une balle dans le bras. Il pouvait marcher mais il saignait. On a appelé les pompiers, puis la police. Ensuite, un autre homme est arrivé quelques secondes plus tard, c'était un Kurde irakien. Il était transporté dans une couverture par d'autres personnes, il avait été touché à l'abdomen, je crois, il était mal en point. Ces "échanges de coups de feu" ont donné lieu à une enquête, a indiqué la préfecture du Nord, sans préciser la gravité des blessures des deux migrants. "À la demande du préfet, un renfort d'une demi-compagnie de CRS a été envoyé pour appuyer les effectifs locaux". Selon Utopia 56, "il y a des coups de feu depuis jeudi au moins" *dans ce campement, à l'origine de l'hospitalisation d'"au moins trois personnes"* ces derniers jours. Généralement, les tirs "*ont lieu la nuit et on les entend de loin*". "*Là, on ne voyait pas les tireurs, mais ça se passait près de nous en pleine journée !*". La bénévole s'étonne même du bilan. "*Vu la fusillade, je suis étonnée qu'il n'y ait pas plus de blessés*". L'association Salam pense que "*la venue de nombreux migrants ces derniers mois, de nationalités diverses a engendré des tensions. On a l'habitude d'un camp majoritairement kurde, mais on remarque maintenant qu'il y a beaucoup plus de nationalités présentes, des Koweïtiens, des Africains, des Bangladais... Sans doute parce qu'il y a de plus en plus de passages (vers Angleterre)*". "*Peut-être que ces règlements de comptes sont liés à une guerre entre des passeurs de différentes nationalités*".

Mercredi 25 mai 2022, dans la matinée une opération d'évacuation du camp informel de

Grande-Synthe eu lieu deux jours après le début d'affrontements violents dans la zone, a indiqué la préfecture du Nord. 18 vans de CRS bloquaient l'accès au campement situé non loin des dunes et un premier car était arrivé en début de matinée pour convoier les migrants, tandis que quelques petits groupes commençaient à quitter les lieux à pied les force *"C'était assez calme, mais on a remarqué que les forces de l'ordre étaient plus armées que d'habitude. Ils avaient presque tous des semi-automatiques, mis en évidence au niveau de leur torse. Ça change un peu des démantèlements précédents. Il y a souvent des membres des forces de l'ordre armés mais là, ils étaient très majoritaires."* Après l'évacuation, un large groupe s'est reformé aux abords du camp, pour l'essentiel des hommes seuls, kurdes irakiens. Des associatifs leur servaient des bouteilles d'eau et un petit-déjeuner. L'opération a été qualifiée de "mise à l'abri" par la préfecture qui dénombre quelque 500 migrants vivant dans le campement, en attente d'un passage vers l'Angleterre. Les autorités déplorent la mort d'une personne, tuée par balles. Plusieurs autres migrants, notamment des Kurdes irakiens ont été blessés lors des échanges de coups de feu. Le procureur de Dunkerque a confirmé que "des munitions percutées d'armes de guerre" ont été retrouvées. "La particularité des faits de dimanche et lundi, c'est la gravité des blessures". La Police aux frontières et la police judiciaire ont été saisies des enquêtes.

LAVAL

Trois mois après le début de la guerre en Ukraine, 400 réfugiés se sont installés en Mayenne, souvent dans des familles d'accueil. Pour que tout se passe le mieux possible, le centre culturel slave de la Mayenne organise des journées de rencontre pour échanger sur les différences culturelles.

LYON

5 Bailleurs sociaux et plusieurs entreprises soutiennent « Habitat et Humanisme » qui va gérer 80 appartement dans la métropole lyonnaise pour accueillir des familles ukrainiennes (soit 500 personnes). La maire de Lyon a mis à disposition 7 logements pour 12 mois. « Ces personnes ne prennent la place de personne. Ces logements sont tous vacants pour diverses raisons. On agit comme si elles étaient là pour longtemps. Elle devraient devenir autonome d'ici 12 mois ». Elles sont accompagnées dans leurs démarches : accès à l'école, aux crèches, équipement mobilier des logements, fluides nourriture. La mise en place est faite sous l'égide de la préfecture. 120 bénévoles assurent l'accueil de 350 réfugiés ukrainiens : apprentissage du français, soutien scolaire, emploi, autonomie financière, aide psychologique.

<https://www.coordination-urgence-migrants.org/pages/articles-de-presse/annee-2021-1/2eme-trimestre-2022/mai-2022/20220517-le-progres-un-reseau-complet-prend-en-charge-des-refugies-ukrainines.html>

MARSEILLE

L'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie des Bouches-du-Rhône, A organisé mardi 24 mai 2022 un «job dating» pour recruter des réfugiés hébergés sur le navire de la Corsica Linéa. Une opération pour permettre aux réfugiés de s'intégrer, mais aussi pour faire face à la pénurie de main d'œuvre dans les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie. plusieurs milliers de postes sont proposés: service, cuisine, plonge, chambre. Des organismes de formation sont également mobilisés pour l'apprentissage de la langue. La plupart des réfugiés ne parlent pas le français.

MAYOTTE

La Cimade vient de lancer une requête en référé contre le blocage de son local, à Mayotte, qui dure depuis cinq mois. L'audience devait avoir lieu le 10 mai. Elle a finalement été reportée au 24 mai 2022.

L'histoire de se blocage commence le 13 décembre 2021, où un groupe hostile au travail

de l'association, qui se présente comme le Comité de défense des intérêts de Mayotte (CODIM), lance une occupation devant les locaux de la Cimade. Depuis, ses membres - essentiellement des femmes - empêchent l'accès au bâtiment des salariés et bénévoles. *"Des banderoles sont affichées tous les jours, et elles ont mis en place un système de ronde pour qu'il y ait toujours quelqu'un"*, selon la chargée de projet régional à Mayotte pour la Cimade. Plusieurs plaintes au pénal ont été déposées par l'association pour des pressions et des violences *"verbales et psychologiques"*. Toutes sont en cours d'instruction. Des échanges entre la Cimade et le collectif ont également eu lieu, mais ils n'ont pas abouti à un déblocage de la situation. Cette procédure en référé est *"notre dernier recours"*. Le CODIM *"a une position très claire : anti-étrangers, mais surtout anti-Comoriens"* : Marine Le Pen est venue soutenir les manifestantes. Pour la Cimade, *"les discours des autorités préfectorales, ministérielles, étatiques"* présentent les populations immigrées comme *"le fléau de l'île, les responsables de la délinquance et de l'insécurité. Nous condamnons ce lien qui est fait. C'est déplacer et instrumentaliser le problème. Et c'est complètement faux."* Depuis cinq mois, la Cimade n'a plus accès à son local. Or, *"nous sommes quotidiennement sollicités par des personnes en quête d'information et d'accompagnement"*, alerte l'association. *"C'était un peu un sanctuaire pour les personnes qui demandaient un accompagnement juridique et administratif. Désormais, nous ne sommes plus identifiables sur le territoire"*. Depuis le blocage, l'association tente d'aller davantage à la rencontre des migrants : *"dans le milieu scolaire, via des partenariats associatifs... Mais en pratique, ça reste compliqué"*. Or, cette restriction de l'accompagnement intervient dans un contexte d'accès aux droits déjà très dégradé. D'abord, un droit dérogatoire s'applique à Mayotte, avec des conditions plus complexes que dans l'Hexagone pour obtenir la nationalité, ou des titres de séjour. De même, les conditions matérielles d'accueil (CMA) pour les demandeurs d'asile y sont plus précaires. En mars 2021, le Conseil d'État a jugé que les autorités françaises avaient porté une *"atteinte grave et manifestement illégale au droit d'asile"*. La préfecture y est plus que saturée. *"J'ai 850 dossiers en attente depuis près de 10 mois. Et ça, c'est uniquement chez nous, au Secours catholique"*. Pour décrocher un premier rendez-vous, l'attente est de *"six mois à un an et demi"*. Ici, encore plus qu'ailleurs, *"la dématérialisation fait des ravages"*. Dans le département le plus pauvre de France, l'accès internet est extrêmement limité pour beaucoup de gens, en particulier les primo-arrivants. Les déplacements pour se faire accompagner, juridiquement ou administrativement, sont également rendus risqués par des contrôles policiers réguliers. *"On expulse 80 à 100 personnes par jour depuis le CRA de Mayotte"*. *"La durée moyenne de rétention y est de 17 heures, ce qui laisse peu de temps aux personnes pour faire valoir leurs droits"*. En 2021, 42 353 personnes ont été privées de liberté, dont plus de la moitié, soit 26 485, dans le seul CRA de Mayotte. Le préfet de Mayotte *"a indiqué qu'il ne nous [la Cimade] protégerait pas, et qu'il ne ferait pas appel à la force publique. Parce que selon lui, le trouble à l'ordre public serait supérieur s'il y a une intervention"*. *"C'est une volonté politique de ne pas nous défendre"*. *"Ils craignent sans doute que la population ne voit, dans la défense de la Cimade, une défense des personnes étrangères... Et ce n'est pas leur but politique affiché"*.

NICE

Une femme, habitante des Alpes-Maritimes, en deux mois, a accueilli cinq Ukrainiens. Trois sont toujours chez elle, dans sa maison. Nous culpabilisons parce que c'était notre décision personnelle de les accueillir, mais au bout d'un moment, on n'y arrive plus financièrement et psychologiquement. Nous culpabilisons parce que c'était notre décision personnelle de les accueillir, mais au bout d'un moment, on n'y arrive plus financièrement et psychologiquement. J'ai demandé un rendez-vous auprès de la mairie de mon village. J'ai rencontré la personne en charge de la solidarité et même le maire. Depuis, je n'ai plus de nouvelles. Ce n'est pas normal que les Ukrainiens touchent de l'argent et pas les familles françaises qui les accueillent. *"C'est nous qui avons aidé l'État et pas l'inverse."* je ne mettrai jamais ces gens dehors. Le problème c'est que s'ils décident de repartir en Ukraine, et qu'il leur arrive quelque chose, je ne me le pardonnerai jamais.

PAYS DE LOIRE

Près de trois mois après le début de la guerre en Ukraine, des réfugiés ukrainiens continuent d'arriver dans notre région, mais moins vite qu'il y a quelques semaines. Au 18 mai, ils sont 3.864 contre près de 3.300 il y a un peu plus d'un mois. C'est en Loire-Atlantique qu'ils sont les plus nombreux, 34% de tous ceux qui sont accueillis. 1.330 Ukrainiens sont actuellement réfugiés en Loire-Atlantique, 737 en Sarthe, 659 en Vendée, 418 en Mayenne et 720 dans le Maine-et-Loire. Parmi les enfants et les adolescents qui sont arrivés chez nous, **762 sont scolarisés** et 444 le seront prochainement. Au total, notre région pourra accueillir 7.000 Ukrainiens sur les 100.000 que la France s'est engagée à aider.

SARREGUEMINES

Onze familles de réfugiés ukrainiens sont accueillies à Sarreguemines. Valentina, professeure de français à la retraite de 75 ans est originaire de Boutcha. Son fils est pasteur, il est resté en Ukraine, ses petits-enfants et sa belle-fille sont partis directement en Moldavie. Elle ne voulait pas quitter sa ville. Mais après dix jours dans une cave, dans la crainte des bombes, elle a pris un bus, direction la Moselle. Elle a été accueillie chez Sabine et David : c'est le pasteur du couple qui leur a proposé d'accueillir des réfugiés, aujourd'hui, ils vivent au quotidien avec Valentina. *"C'est elle qui a fait les semis dans le jardin, on va boire le café chez mes parents, on promène mes chiens, elle fait partie de la famille". "Elle nous a raconté l'enfer de Boutcha, de Kiev, nous, on tente de comprendre, avec notre histoire de frontaliers aussi, mais c'est difficile".*

SOSPEL

Dimanche 15 mai 2022, la gendarmerie a intercepté un fourgon dans lequel étaient entassés 23 migrants, à Sospel, dans la vallée de la Roya, à une dizaine de kilomètres de la frontière franco-italienne. Le véhicule était précédé par une voiture qui lui ouvrait la marche. Deux passeurs, âgés de 22 et 26 ans, ont été arrêtés. Les deux hommes ont indiqué avoir été "mis en contact avec un rabatteur à Vintimille", en Italie. Les premiers éléments de l'enquête ont révélé que les migrants devaient verser entre 100 et 150 euros pour le passage de la frontière à bord du fourgon. Les deux passeurs ont été condamnés, lundi 16 mai, à 20 mois de prison ferme chacun, leur voiture a également été confisquée. Les personnes qui se trouvaient dans le fourgon étaient originaires du Nigeria, d'Irak et de Turquie. Elles ont été confiées à la police aux frontières en vue d'une procédure de reconduite à la frontière. La vallée de la Roya est l'un des points d'entrée sur le territoire français pour les exilés en provenance d'Italie. De très nombreux effectifs policiers y sont mobilisés et les refoulements à la frontière sont fréquents. La France a rétabli en 2015 les contrôles aux frontières et prolonge ces contrôles depuis au prétexte de la menace terroriste et de la crise sanitaire liée au Covid-19.

TOULOUSE

Ils sont une centaine, des jeunes venus d'Afrique de l'Ouest, à loger dans l'ancien Ehpad des Tourelles à deux pas du périphérique toulousain. Le tribunal administratif leur a donné jusqu'à ce jeudi 26 mai pour quitter les lieux. Les institutions se renvoient la balle quant à leur devenir tandis que les associations les soutiennent. Les bénévoles démentent les problèmes récurrents dénoncés par le CCAS. Ils saluent au contraire une forte implication de ces jeunes qui suivent des cours pour s'intégrer malgré l'épée de Damoclès qu'ils ont sur la tête et les conditions de vie très précaires. Ils vivent à trois ou quatre dans chaque chambre et dorment à même le sol. La situation est tendue car les jeunes soutenus par des associations solidaires se disent mineurs. Le conseil départemental qui est censé les prendre en charge affirme de son côté, qu'il s'agit de jeunes majeurs. Tous se savent en sursis. L'expérimentation menée par la mairie depuis 2019 était de sortir de la rue et des squats ces jeunes qui attendent qu'un juge des enfants reconnaisse définitivement leur

minorité. Pour la ville, c'est désormais à l'État et au Département de prendre le relais. Un scénario de sortie de crise se dessine pourtant. Il pourrait associer la mairie et le Département avec un soutien financier de l'État. Rien n'est encore chiffré, mais ces jeunes migrants qui ont jusqu'à jeudi pour quitter les lieux, ne seront pas expulsés.

Toulouse intégration a pour objectif est d'assurer un accueil digne et d'accompagner ces migrants. L'association est organisée autour de quatre pôles afin de favoriser leurs démarches. *"Il s'agit du bureau de l'admission exceptionnel au séjour qui s'occupe des personnes qui ont cinq années de présence sur le territoire et qu'un employeur s'engage à recruter. Le second bureau s'occupe de ceux qui demandent la naturalisation. Le troisième, de toutes les démarches sociales liées aux HLM, à la CAF et à la sécurité sociale. Et le quatrième se consacre aux aides administratives comme la réunification des réfugiés et le regroupement familial, les renouvellements de titres de séjour, etc".*

"Nous avons deux types de public : ceux qui ont été déboutés du droit d'asile mais restent. Et ceux qui sont partis pour des raisons familiales, des femmes qui ont refusé d'être mariées de force, des divorcées, d'autres qui ont eu des problèmes de couple parce que dans certains pays, monsieur peut se permettre beaucoup de choses. Il y a aussi des gens qui partent parce qu'économiquement, ils n'y arrivent pas. Beaucoup viennent des pays de l'Est, de pays francophones d'Afrique, de Madagascar aussi et de Saint-Domingue, du fait qu'il y a Saint-Martin à côté".

LE VERSOUD (NORD-EST DE GRENOBLE)

"la municipalité du Versoud a appelé des habitants volontaires, or nous avons une chambre disponible, donc on s'est proposé famille d'accueil". Une professeure et interprète de français dans une université à Kiev, est venue et habite chez eux il y a depuis 2 mois et demi . Elle prend régulièrement des nouvelles de sa famille. Il est Difficile de laisser la guerre derrière soi : *"Il y a encore ma mère sur place, âgée de 93 ans, mais aussi mon fils, mon frère, ma belle-fille, etc..."* qui habitent dans la région de Boutcha, où les Russes sont accusés de crimes de guerre.

Elle continue d'ailleurs à donner des cours à distance à ses étudiants. *"Je veux vraiment remercier l'État français et les gens que j'ai rencontrés, la famille Isaac en particulier, ce sont des gens formidables"*, témoigne le professeure qui a également pu fait venir une de ses étudiantes. *"Son père est membre de la défense territoriale, il est à 30 minutes de la frontière russe, il y a chaque jour des bombardements. Et ma mère est restée avec lui"*, raconte l'étudiante, qui est restée 11 jours dans des abris souterrains avant de pouvoir partir d'Ukraine.

Trois mois après le début de la guerre en Ukraine, 85.000 Ukrainiens bénéficient de l'allocation pour demandeurs d'asile (Ada) en France, indique l'Office français de l'immigration et de l'intégration. *"Ce sont des initiatives formidables, mais nous ne croyons pas à la générosité éternelle. On pense que lorsque les familles d'accueil vont vouloir partir en vacances, ils vont nous demander de "récupérer" les réfugiés"*, estime l'association Free People - La Maison de l'Ukraine. *"Donc on essaie de leur apprendre les 200-300 mots nécessaires pour travailler et louer un appartement, afin d'éviter qu'ils ne soient à la merci de l'humeur d'un propriétaire"*. Le responsable associatif demande aux pouvoirs publics d'aller plus loin : *"Il ne faut pas oublier que les conditions pour louer un appartement en France sont très compliquées : quand on demande de payer trois fois le loyer, alors que la personne gagnait 200 euros dans son ancien métier, c'est compliqué. Un réfugié ne peut pas non plus présenter de garant ou d'historique de loyer..."*. Parmi les 85.000 personnes, *"8.000 sont en logement"*, tandis que les autres sont hébergées dans des structures d'accueil ou par le biais d'hébergements chez l'habitant.

MANCHE

Les traversées de la Manche ne faiblissent pas. Au moins 300 personnes ont été récupérées, dimanche 15 mai 2022, par des navires des forces frontalières britanniques et les secours de la RNLI (équivalent de la SNSM française) malgré des conditions difficiles dans ce bras de mer le plus fréquenté du monde. La veille, samedi 14 mai 2022, 167 personnes ont aussi été récupérées en mer, dans 13 embarcations différentes. Les exilés ont été débarqués au port de Douvres, dans le sud de l'Angleterre. L'accord migratoire prévoyant d'envoyer à Kigali les migrants arrivés illégalement sur le sol britannique, n'a donc pas d'effet sur les traversées. Les exilés tentent toujours d'atteindre le sol anglais. Tous les rescapés devraient être transférés dans le nouveau centre de Manston, un site militaire reconverti en lieu d'hébergement. Il est situé dans le Kent (sud de l'Angleterre). Ce site permet aux autorités de vérifier l'identité des migrants qui arrivent illégalement au Royaume-Uni avant de les orienter en fonction de leur situation, dans des centres répartis sur tout le pays. Selon les chiffres officiels britanniques, 1 264 personnes ont fait la traversée pour le seul mois de mai 2022. Dans la nuit de samedi à dimanche 15 mai 2022, 113 personnes qui ont été arrêtées dans la Manche par les autorités françaises.

Les associations comptabilisent entre 300 et 500 personnes dans le campement de Grande-Synthe. L'immense majorité de ses occupants cherchent à rallier l'Angleterre. Ces derniers jours, la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord a fait état de multiples opérations de secours d'embarcations de migrants en difficulté. La seule nuit de mercredi à jeudi 19 mai 2022, 69 personnes ont été secourues et ramenées sur les côtes françaises.

MÉDITERRANÉE

Geo Barents

Entre le 9 et le 12 mai 2022, le Geo Barents de Médecins sans frontières (MSF) a secouru 470 personnes au large de la Libye. Les opérations ont été réalisées avec le soutien de l'ONG Pilotes volontaires, dont le petit avion survole la mer à la recherche de canots en détresse. Le navire réclame depuis l'attribution d'un port sûr. *"Nous avons été une nouvelle fois consternés par l'inaction des autorités maltaises et italiennes [...] Les forces armées maltaises, qui sont les premières responsables des sauvetages dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise, ont été informées en même temps que nous, mais elles sont restées silencieuses et inactives, négligeant leur obligation légale de fournir ou de coordonner une assistance. Elles ont également ignoré notre demande de port de sécurité"*, a déclaré le chef de mission MSF en Méditerranée centrale. Les rescapés à bord ont obtenu, mercredi 18 mai 2022, l'autorisation d'accoster dans le port d'Augusta, en Sicile. Mais jeudi 19 mai 2022, dans la soirée, *"Aujourd'hui, le débarquement a duré plus de 6 heures et seulement la moitié de nos rescapés ont pu débarquer. Les autorités italiennes nous ont demandé de quitter le port sans aucune explication"*, a indiqué, l'équipage sur les réseaux sociaux, soulignant que *"238 personnes, dont certaines avec des membres cassés et un patient diabétique, étaient toujours à bord"*. Après ce retournement de situation incompréhensible et plus de dix jours en mer, la situation s'est dégradée à bord du navire, vendredi matin 20 mai 2022. *"Six rescapés ont sauté à l'eau depuis le Geo Barents ce matin, par désespoir, après 11 jours d'attente injustifiée depuis le premier sauvetage"*. Le Geo Barents ne se trouve qu'à quelques mètres du port d'Augusta, parfaitement visible depuis le navire. Selon la chargée de communication à bord du navire humanitaire, il est courant qu'un débarquement de rescapés d'un navire humanitaire se déroule sur deux jours. *"Mais là, nous avons débarqué environ la moitié des personnes quand, hier après-midi, on nous a demandé de quitter le quai. On ne nous a pas donné d'informations. On ne nous pas*

expliqué pourquoi on nous demandait ça". "On nous a indiqué aujourd'hui que le débarquement pourrait reprendre demain matin" donc samedi 21 mai 2022. Effectivement, le navire a pu revenir à quai, dans le port d'Augusta, pour permettre à la deuxième moitié des exilés à bord de débarquer.

Le Sea-Eye 4

Le Sea-Eye 4 a été autorisé, dimanche 15 mai 2022, à accoster en Sicile avec les 58 personnes secourues quelques jours plus tôt en Méditerranée centrale.

Sea-Watch 4

Le Sea Watch 4 attend aussi toujours de se voir désigner un port sûr où débarquer les 145 rescapés qui se trouvent à son bord.

Ocean Viking

Jeudi 19 mai 2022, l'Ocean Viking a secouru 158 personnes qui se trouvaient au large de la Méditerranée à bord de deux embarcations pneumatiques. Parmi elles se trouvaient six femmes enceintes et plusieurs enfants, dont un bébé de trois mois, ainsi qu'un homme blessé. Les exilés avaient passé jusqu'à 9h en mer et beaucoup étaient épuisés et en "*détresse émotionnelle*". Dimanche 22 mai 2022, l'Ocean Viking a porté secours à 75 personnes qui se trouvaient dans un canot pneumatique en détresse à 78 km des côtes libyennes. Un homme gravement blessé avait été évacué. L'équipage rapporte également avoir lancé des recherches pour retrouver un bateau signalé par la plateforme Alarm phone mais ce dernier a été intercepté par les garde-côtes libyens. Les exilés ont été renvoyés en Libye où ils seront envoyés en détention.

Voilier Astral

Ce voilier (de l'ONG espagnole Open Arms) qui sillonne la Méditerranée centrale, a assisté, dans la nuit de mardi 17 à mercredi 18 mai 2022, en pleine mer, au large de la Libye au naufrage d'un bateau avec une centaine d'exilés. Le canot s'est retourné et les naufragés se sont accrocher aux rebords de l'embarcation. L'Astral, qui n'est pas équipé pour accueillir des exilés, a tenté de les récupérer et de les mettre en sécurité sur des radeaux de sauvetage. "*Nous ne savons pas si des vies ont été perdues*" lors de cet accident. Mercredi matin, les rescapés étaient toujours, à la dérive en Méditerranée. Ni Malte, ni la Tunisie, ni l'Italie n'avaient encore répondu aux appels à l'aide répétés des humanitaires. Le fondateur d'Open Arms a dénoncé "*l'inaction délibérée*" de ces trois pays malgré le danger imminent.

La plateforme d'aide aux migrants en mer Alarm Phone a également averti, jeudi matin 19 mai 2022, d'un autre cas de canot en détresse. 31 personnes "*sont en danger*" dans les eaux maltaises, a-t-elle prévenu, ajoutant que "*cinq d'entre elles étaient gravement malades*". "Les garde-côtes maltais nous ont dit qu'ils ne considéraient pas le bateau comme étant en détresse. Malte rejette de nouveau ses responsabilités", déplore Alarm Phone. Aucun navire humanitaire n'est présent dans la zone de recherche et de sauvetage (SAR zone) libyenne, ces jours-ci.

LIBYE

La marine libyenne a indiqué le mardi 24 mai 2022 avoir découvert quatre cadavres à bord d'un canot lors d'une interception de migrants en Méditerranée centrale. 12 syriens et 1 égyptiens ont été retrouvés dans l'embarcation, 12 sont des Syriens et le 13e est Égyptien ; 3 autres personnes ont disparu lors de leur tentative de traversée vers l'Europe. "*Les migrants ont été ramenés à Mellitah et remis aux autorités compétentes. L'organe de lutte contre l'immigration clandestine (...) va suivre les démarches de rapatriement vers leurs pays*", a précisé la marine.

TUNISIE

Vendredi 20 mai 2022, trois migrants ont péri et dix autres sont portés disparus après le naufrage d'une embarcation de fortune au large des côtes tunisiennes, selon la garde nationale. 44 autres migrants ont été secourus. Partie des côtes de Sfax, avec à son bord plus de 50 migrants, tous de nationalité tunisienne, l'embarcation tentait de rallier clandestinement l'Europe, a précisé le porte-parole de la gendarmerie tunisienne. Sfax est l'un des principaux points de départ des migrants tunisiens et étrangers, notamment d'Afrique subsaharienne, vers les côtes italiennes.

Un important naufrage s'est produit au large des côtes tunisiennes. Au moins 76 migrants sont portés disparus, a annoncé, mercredi 25 mai 2022, l'Organisation internationale des migrations (OIM) tandis que 24 autres ont pu être secourus par les garde-côtes tunisiens près de Sfax. "*Le bateau pneumatique était parti de Zouara en Libye dans la nuit du 22 au 23 mai avec environ 100 personnes à bord*", selon la garde nationale tunisienne et un seul corps a pu être repêché. Les exilés à bord de l'embarcation sinistrée étaient "*de différentes nationalités africaines et asiatiques*".

UNION EUROPÉENNE

AUGMENTATION DU NOMBRE "D'IMMIGRÉS CLANDESTINS" DANS L'UE

D'après les statistiques d'Eurostat : "Le nombre d'immigrés clandestins dans l'Union européenne a augmenté de 22% en 2021 pour atteindre 681 200 personnes". Il s'agit des étrangers arrêtés pour être entrés irrégulièrement, ceux identifiés en situation irrégulière sur le territoire, et enfin les personnes déboutées définitivement de leur demande d'asile.

L'augmentation est due en partie aux contrôles renforcés d'une année sur l'autre (en particulier par le renforcement de Frontex), ce qui permet de détecter forcément plus de personnes. En 2020, les déplacements dans le monde ont diminué à cause de la pandémie, donc il y a eu moins d'arrivées dans l'UE, et donc moins de détection d'entrées irrégulières. Avec la réouverture des frontières, en 2021, le flux normal est revenu.

"*La plus importante communauté d'immigrés clandestins est formée par les Syriens, suivis des Algériens et des Afghans. Le nombre d'Afghans présents de manière irrégulière dans l'un des 27 membres de l'UE a bondi de 55% par rapport à 2020*". À la suite du retour des Taliban, des centaines de milliers de personnes ont fui le pays. Mais beaucoup sont restées bloquées dans les pays frontaliers, au Pakistan ou en Iran. Cette hausse s'explique surtout par "la prise en compte, dans les statistiques, des déboutés de l'asile probablement bien plus nombreux en 2021 qu'en 2020. L'Ofpra a accordé l'asile à 75% des exilés afghans depuis l'été 2021, les 25 % autres, déboutés du droit d'asile, voient leur appel rejeté, et deviennent alors sans-papiers, illégaux en France, mais sans possibilité d'être expulsés dans leur pays natal. De nombreux afghans errent ainsi pendant des années dans un no man's land administratif. On les retrouve pour beaucoup dans les camps informels de Calais et du nord de Paris, dans des situations de grande précarité.

En Algérie, après presque deux ans de manifestations contre le pouvoir en place, la morosité économique et la répression constante revenues, dans le pays poussent donc de jeunes algériens à rejoindre l'Espagne par la méditerranée.

En Syrie, plus de 90 % de la population vit dans la pauvreté ; 12 millions de personnes souffrent de la faim chaque jour ; et près d'un enfant syrien sur deux n'est pas scolarisé. Beaucoup

de personnes prennent donc le chemin de l'exil, d'abord dans les pays voisins, à la recherche d'une vie meilleure. "Mais les conditions de vie difficiles et les restrictions dont ils souffrent au Liban, en Turquie et en Jordanie" poussent nombre d'entre eux à partir pour l'Europe.

ALLEMAGNE

Les milliers d'étudiants africains ayant dû quitter l'Ukraine, ont connu un parcours particulièrement tortueux. Leur passeport ne représente pas un sésame ouvrant la voie à une prise en charge. En tant qu'étudiant étranger, ils sont exclus de la protection temporaire européenne accordée aux personnes ayant fui la guerre. De nombreux ressortissants de pays tiers qui n'ont pas la nationalité ukrainienne mais qui ont parfois vécu pendant des années en Ukraine, sont exclus du droit à la protection temporaire. *"Cette guerre a montré que le traitement des réfugiés peut être différent et peut être meilleur que ce que l'on a vu ces dernières années en Allemagne. L'accès facilité à l'emploi, à la scolarité, au logement, aux universités est possible pour les citoyens ukrainiens et c'est le genre de traitement que les réfugiés devraient toujours recevoir. Malheureusement, ce n'est pas le cas pour tout le monde."* Des groupes de déplacés africains, ainsi que des représentants du Conseil des réfugiés de Berlin et d'autres ONG, ont récemment organisé une manifestation devant le Sénat allemand, pour réclamer l'égalité des droits pour les ressortissants de pays tiers fuyant l'Ukraine et pour les autres réfugiés. *"Cette manifestation visait à sensibiliser à nouveau à ces questions. Dans cette lutte particulière, on voit la discrimination et les différences de traitement entre réfugiés en fonction de leur passeport"*, estime la cofondatrice de l'ONG Internationals from Ukraine and Friends.

Un Nigérian de 23 ans vivait dans une résidence universitaire de Kharkiv, avant que le bruit des bombes ne le réveille dans la nuit du 24 février 2022. *"Nous avons rejoint des personnes dans un abri anti-bombes en pensant que cela allait se calmer au bout d'une semaine. Dans mon école, j'ai assisté à l'explosion d'une bombe en direct. Le lendemain, j'ai quitté l'Ukraine"*. Pour sortir d'Ukraine, il a dû voyager durant cinq jours. Il a d'abord tenté d'entrer en Slovaquie, non sans mal. Lors de sa fuite en train, il a été prié avec d'autres étudiants non ukrainiens de descendre du train à la frontière slovaque. Il passe alors trois jours dans une gare slovaque, sans possibilité de prendre une douche et sans argent pour faire des courses. Durant cette période, il ne s'est nourri que de biscuits. *"On passait notre temps à discuter, et les jours passaient sans que l'on ne s'en rende compte. Quand j'étais fatigué, je dormais simplement sur mes bagages."* Les il passe une nouvelle nuit dans une gare avant de rejoindre l'Allemagne. *"Les autorités frontalières ont fini par nous laisser passer. Nous leur avons dit que nous ne pouvions pas rester, que les Russes n'attaquaient pas seulement les bâtiments publics mais aussi les maisons de civils"*. Désespéré, ne connaissant personne en Allemagne, il se présente avec d'autres Africains dans un centre pour réfugiés de Berlin. *"Je n'ai personne ici, je n'ai aucun proche. Je suis juste venu en Allemagne pour être en sécurité et pour pouvoir poursuivre mes études"*. Le groupe est hébergé dans un hall de la capitale pendant un mois, ouvert pour les Ukrainiens fuyant la guerre. Il observe très vite une différence de traitement entre les déplacés ukrainiens et les étudiants étrangers. *"Nous sommes restés un mois dans ce camp. Sans aucune communication, sans que l'on enregistre notre identité. Certains d'entre nous ont commencé à se plaindre de ne pas savoir ce qu'ils comptaient faire de nous. Personne ne s'est occupé de nous, on nous a juste donné à manger"*. Quelques jours plus tard, lui et d'autres personnes originaires de pays africains ont finalement été transférés à Munich où il a passé un mois. Il est alors hébergé chez une famille allemande. Mais quelques semaines après avoir été enregistré, il reçoit une lettre des autorités lui demandant de quitter le pays. La raison : il n'est pas ukrainien. *"La famille allemande qui m'hébergeait a lu la lettre et nous a expliqué qu'il s'agissait uniquement d'une lettre de menace, et qu'il ne fallait pas paniquer."* Puis d'autres lettres de ce type sont arrivées. *"Ils nous ont apporté une autre lettre qui disait que nous ne toucherons plus de prestations sociales parce que nous ne sommes pas ukrainiens"*. *"Les gens chez qui je logeais en ont eu assez et se sont mis en colère contre les autorités. Ils m'ont conseillé d'aller dans d'autres régions du pays, où le*

gouvernement local serait différent. C'est pourquoi j'ai quitté Munich pour Berlin." Dans la capitale, il est accueilli par une Allemande qui est *"devenue une mère"* pour lui. *"Elle se soucie de moi et m'héberge. Je ne sais pas comment la remercier."* Il assure n'avoir perçu aucune aide de l'État pour l'instant. Ce sont les Allemands qui l'accueillent qui lui fournissent une chambre et payent ses repas.

AUTRICHE

Un réseau de passeurs a été démantelé en Autriche, a annoncé jeudi 12 mai 2022 le gouvernement. Une enquête, qui a démarré début 2021, a permis de remonter la trace d'une cellule soupçonnée d'avoir acheminé depuis la Hongrie 36 000 enfants et adultes désireux de rejoindre l'Europe occidentale, notamment l'Allemagne et la France. Une fois en Autriche, les migrants étaient transférés à d'autres groupes mafieux pour poursuivre leur route. La plupart des exilés étaient originaires de Syrie et payaient entre 3 000 et 4 500 euros par personne pour le seul trajet Hongrie-Autriche. Ce réseau a amassé au fil des mois une somme estimée à 152 millions d'euros. Les 205 personnes interpellées soupçonnées d'appartenir à ce réseau ont été arrêtées en Autriche, mais aussi en République tchèque, en Hongrie, en Slovaquie et en Roumanie. Quatre-vingts véhicules ont également été saisis par les enquêteurs. Le groupe avait été mêlé à plusieurs incidents. En octobre 2021, deux migrants étaient mort étouffés dans une fourgonnette à la frontière hongroise. Vingt-sept autres personnes y avaient été entassées par des membres de cette organisation mafieuse. Le chauffeur, qui avait pris la fuite, a depuis été arrêté en Lettonie. En janvier 2022, un autre passeur présumé du groupe avait tiré sur un soldat en tentant d'échapper à un contrôle. Il a ensuite été interpellé en Hongrie. Dans ce contexte, l'Autriche a de nouveau étendu cette semaine ses contrôles à ses frontières avec la Hongrie et la Slovaquie. Une telle surveillance fournit "des enseignements précieux sur les organisations de passeurs et leurs modes opératoires".

BELGIQUE

Mercredi 18 mai 2022, une pétition signée par 39 000 personnes dans plus de 18 pays demande à l'Union européenne de reconnaître les violences subies par les femmes sur la route de l'exil. Elle demande aux députés que les violences subies par les femmes sur le chemin de la migration vers l'Europe soient reconnues spécifiquement dans le cadre de leurs demandes d'asile. En effet, *"Quand elles traversent la Méditerranée, elles ne sont pas assises dans les bateaux comme les hommes. Et comme elles sont déjà plus pauvres, les passeurs leur demandent très souvent des services sexuels. Très souvent, elles se noient parce qu'elles ne savent pas nager"*. Une eurodéputée suédoise estime que l'ensemble du système d'asile et de migration de l'espace Schengen est à réformer de fond en comble, y compris l'agence de garde-côtes et de gardes-frontières : *"Soit on abolit Frontex, soit ça devient une agence qui maintient les êtres humains aux frontières de l'Europe. Parce que si elle est complice et qu'elle continue de l'être et de bafouer les êtres humains aux frontières de l'Europe, alors cette agence n'a pas à exister."*

CHYPRE

La condition des migrants s'est considérablement dégradée. Le durcissement des politiques migratoires aux frontières de l'Europe a rendu bien plus dangereuses les routes qui mènent à elle. En quelques années, la méditerranée est devenue un véritable cimetière. L'océan Atlantique est tout aussi périlleux. Les naufrages au large des côtes marocaines de bateaux se dirigeant vers les Canaries y sont réguliers. La fermeture de la route des Balkans et les régulations en Grèce poussent, chaque année, davantage de candidats à l'exil africains à se tourner vers d'autres options, dont Chypre. Pour s'y rendre, les ressortissants camerounais, nigériens ou congolais, passent d'abord par Istanbul, en Turquie, à l'aide d'un simple billet d'avion. Muni d'un visa étudiant délivré par le pays ils prennent un vol pour le nord de Chypre, sous occupation turque. Ils traversent ensuite, à pied ou en voiture, la Ligne verte, zone tampon qui sépare le Nord du Sud, et se

retrouvent en Union européenne. Le périple est moins dangereux, moins cher et plus rapide que les toutes les autres routes empruntées par les migrants du continent. Chypre est une porte d'entrée facile d'accès pour l'Europe. Un exilé camerounais avait essayé d'entrer dans l'UE par la Russie. *"Je suis allé à Moscou, et une fois sur place, j'ai essayé de trouver quelqu'un qui pouvait m'aider à passer par la Lituanie. Mais c'était trop compliqué. Je me suis aussi rendu compte que ça pouvait être difficile une fois la frontière passée"*. Alors au bout de quelques mois, il rentre au Cameroun, met de l'argent de côté pour payer billets d'avion – environ 1 000 euros - et frais de scolarité turcs pour le même prix, en plus de la commission touchée par son intermédiaire. La vie était difficile, mais qu'au moins, on était dans un pays européen, qui nous protège. Et puis pour les Camerounais sont bilingues, c'est facile : tout le monde parle anglais ici. Un jeune homme était certain de *"trouver une protection"*, *"qu'on allait s'occuper de [lui]"*. Trois ans plus tard, il se dit *"très déçu"*. Il attend toujours une réponse du service de l'asile chypriote. À l'image de milliers d'autres demandeurs d'asile africains, qui vivent sur l'île dans une extrême précarité. *" Au début, on se dit que ça a été facile. Et puis on se retrouve vite bloqué sur cette île, au milieu de la Méditerranée. C'est comme un piège qui se referme"*.

ESPAGNE

Les grilles des frontières de Ceuta et Melilla séparant le territoire marocain se sont ouvertes lundi 16 mai peu après 23h heure locale. Des dizaines de voitures et des piétons se sont pressés dans les deux sens. Au poste-frontalier de Fnideq, près de l'enclave espagnole de Ceuta, les transfrontaliers ne cachaient pas leur joie : des privilégiés qui retrouvent leurs familles du côté marocain dans une ambiance festive. *"J'étais bloqué depuis deux ans à Ceuta, je suis très content de rentrer au bercail"*, dit ne personne pressée de retrouver le sol marocain. Depuis deux ans, les frontières qui séparaient les enclaves espagnoles du Maroc étaient fermées. D'abord en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie de Covid-19 en 2020, puis à cause de la brouille diplomatique entre Rabat et Madrid, récemment dissipée, qui avait retardé leur réouverture. Celle-ci reste cependant limitée, puisqu'elle ne concerne que les détenteurs de passeports et de visas des pays de la zone Schengen. Les transfrontaliers marocains, exempts de visas pour accéder à Ceuta et Melilla, devront encore patienter jusqu'au 31 mai 2022 pour y pénétrer. Les migrants, majoritairement originaires d'Afrique subsaharienne, qui essaient de pénétrer sur le sol espagnol illégalement ne sont pas concernés par cette réouverture. En outre, les autorités marocaines ont décidé d'interdire la reprise de la contrebande, toléré jusqu'à l'automne 2019 entre Ceuta et la ville frontalière marocaine de Fnideq. Ce trafic irriguait l'économie locale mais privait les douanes marocaines d'importantes recettes : entre six et huit milliards de dirhams (550 - 750 millions d'euros) chaque année. La fermeture des frontières avait plongé des milliers de personnes au chômage, l'économie urbaine de Fnideq et Nador (près de Melilla) se basant sur les échanges avec les deux enclaves. L'arrêt du commerce informel entre les territoires espagnols et marocains avait impacté de nombreuses familles du royaume vivant de ces revenus. Pour pallier la fin de la contrebande et éviter une crise économique dans la région, les autorités avaient inauguré en février 2022 une zone d'activités économiques (ZAE) à Fnideq. Ce projet, qui a nécessité un investissement de 200 millions de dirhams (19 millions d'euros) prévoit la création de 1 000 emplois directs.

A Ceuta, un espagnol d'origine marocaine de 36 ans a été arrêté la semaine dernière par la police espagnole. Il est soupçonné d'être à la tête d'un réseau de trafiquants, qui faisait passer des ressortissants marocains de l'enclave espagnole de Ceuta à Cadix, en Andalousie, via la mer Méditerranée. La filière, composée de 10 personnes, est accusée d'avoir fait venir au total 160 Marocains, à jet-skis ou à bord de petits bateaux. 60 sont des mineurs arrivés à Ceuta les 17 et 18 mai 2021. Les arrestations de ces derniers jours ont permis de démanteler une organisation criminelle qui *"opérait dans le détroit depuis de nombreuses années, principalement dédiée au trafic de drogue, mais qui, avec les difficultés que la pandémie a engendrées [...], a élargi l'activité"*

au trafic d'êtres humains". D'après la police, le trafic a permis de récolter 500 000 euros de profits en un an. Il en coûtait 6 000 euros à chaque migrant pour un passage en jet-ski, et 3 000 en bateau. Les personnes qui n'étaient pas en mesure de payer ces sommes pouvaient aussi prendre part à la traversée en tant que "capitaines" des embarcations. Des exilés "*souvent mineurs et presque toujours sans aucune connaissance de la navigation*". "*Nous savons qu'au moins à une occasion, un bateau piloté par un mineur était sur le point de couler car le plancher en aluminium s'était cassé et l'eau avait commencé à entrer*". En Méditerranée, même si les distances sont courtes entre l'Espagne et le nord de l'Afrique, la zone reste en effet très dangereuse. Les forts courants et les vagues engloutissent facilement les petites embarcations utilisées par les migrants, qui ne sont pas faites pour ce genre de navigation. Le 17 mai 2022, les autorités d'Almeria ont dû porter secours à deux jeunes Marocains en détresse en Méditerranée, à bord d'un jet-ski.

GRÈCE

Le plus récent modèle des « hotspots » pour demandeurs d'asile en Grèce à Samos, accumule les problèmes de fonctionnement. Dernier en date, depuis le 6 mai 2022, les quelque 400 habitants du camp n'ont plus qu'un accès extrêmement réduit à l'eau courante. Les autorités ont déclaré qu'elle était due à une panne de la pompe qui alimente en eau le camp et que la pièce défectueuse était difficilement remplaçable en raison de la pénurie mondiale de pièces de construction. En attendant la réparation de la pompe, les exilés logés dans le camp reçoivent trois bouteilles d'eau d'un litre et demi par personne et par jour, soit 4,5 litres au total. Une heure le matin et une heure le soir. "De plus en plus de personnes affirment que ce n'est jamais vraiment une heure entière mais plutôt 20 ou 30 minutes". La quantité est insuffisante pour couvrir tous les besoins quotidiens en eau d'une personne (boisson, cuisine, hygiène...). L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à 20 litres par jour les besoins basiques en eau d'une personne. Pour compléter la distribution de bouteilles, les autorités grecques prévoient des livraisons de citernes d'eau dans le camp. De leur côté, les associations distribuent des jerricans d'eau et des lingettes. Le manque d'eau et donc d'hygiène fait courir des risques sanitaires aux exilés qui y vivent dans le camp. "*La semaine dernière, 33 personnes sont arrivées dans le camp, elles n'ont toujours pas pu prendre une douche*". "*Le camp est dysfonctionnel depuis le premier jour. Trois semaines après son ouverture, il y avait déjà des problèmes*". Depuis l'ouverture, les migrants qui ont été contraints de s'y installer se plaignent également de coupures d'électricité, de pannes de climatisation ou encore de douches qui fuient et inondent les logements. Le camp s'est également rapidement révélé inadapté à l'accueil de personnes handicapées. Pourtant, la Grèce et l'Union européenne ont vanté le confort supposé de ce nouveau site. La structure a coûté 43 millions d'euros, intégralement financés par Bruxelles. La somme a permis, entre autres, de financer un système de vidéo-surveillance, des portes à accès magnétique et de hautes clôtures de barbelés. Après 17 jours sans eau courante, les habitants du camp de Samos ont retrouvé, lundi 23 mai 2022, un accès régulier à l'eau,

Un demandeur d'asile afghan de 26 ans, dont le fils de cinq ans s'était noyé lors d'une traversée en canot depuis la Turquie, en novembre 2020, a été acquitté, mercredi 18 mai 2022, des accusations de mise en danger de la vie d'un enfant. Il risquait jusqu'à 10 ans de prison. Il était poursuivi pour la mort de son enfant, le 7 novembre 2020 après le naufrage du bateau sur lequel il avait pris place aux côtés de 24 autres personnes. Dans l'obscurité, le canot avait heurté des rochers au large de l'île de Samos, en mer Égée, puis avait chaviré. Durant le drame, il avait perdu de vue son fils et le garçon avait disparu dans les vagues. Son corps avait été retrouvé quelques heures plus tard par les autorités grecques, échoué sur les rives du cap Prasso, une partie escarpée et rocheuse de l'île, parfois appelée "le cap de la mort". À ses côtés, se trouvait une femme enceinte. Inconsciente, elle avait pu être transportée à l'hôpital et avait survécu. Selon les témoignages de rescapés, une vedette des autorités grecques patrouillant dans la zone aurait braqué ses lumières sur l'embarcation en détresse mais ne lui a pas porté secours. L'avocat a accusé les Grecs de non-assistance à personnes en danger.

Un autre homme, accusé d'être le capitaine du canot dans lequel se trouvaient l'afghan et son fils a, lui, été condamné à 15 mois de prison avec sursis. il avait été forcé par les passeurs à conduire le bateau et qu'il n'a eu d'autre choix que d'obtempérer.

Jeudi 19 mai 2022, un foyer pour mineurs non accompagnés de Péréa, non loin de la ville de Thessalonique, a été pris pour cible par des personnes armées de pierres et de bûches – semble-t-il par des personnes liées au parti néo-nazi grec Aube dorée. L'incident a débuté alors que six jeunes exilés qui se trouvaient sur une place non loin du foyer a été attaqué par un groupe de huit personnes. Un Pakistanais de 16 ans a été poursuivi et "frappé à la tête". Ses agresseurs lui ont également volé son téléphone portable. L'adolescent "s'est échappé grâce à l'intervention de deux passants". L'agression ne s'est pas arrêtée là. Trente à quarante jeunes grecs se sont ensuite regroupés devant le foyer, et ont jeté des pierres, bûches et blocs de béton sur le bâtiment. Alertée par des voisins, la police est intervenue rapidement et une enquête a été ouverte. Les attaques contre les exilés se multiplient en Grèce. En août 2021, sept hommes avaient été arrêtés sur l'île de Crète. Ils étaient soupçonnés d'avoir attaqué 13 travailleurs pakistanais. Début mai 2022, un travailleur pakistanais de 26 ans, qui rentrait des prières de fin du Ramadan avec d'autres musulmans, avait été blessé par balle à la tête par un chauffeur de taxi dans le centre d'Athènes. La hausse des violences dirigées contre les exilés et les structures qui les accueillent en Grèce s'inscrit dans sur fond du procès en appel le 15 juin 2022 de Aube dorée, dont 57 personnes avaient été condamnés à des lourdes peines en 2020.

Quelque 600 migrants ont été arrêtés lundi 23 mai 2022 en mer Égée avant de pouvoir atteindre les garde-côtes grecs depuis la Turquie voisine, ont déclaré les garde-côtes grecs. "Des patrouilleurs grecs ont pu rapidement localiser les vaisseaux et informer les garde-côtes turcs", a déclaré un porte-parole, soulignant que certains bateaux ont choisi de faire demi-tour d'eux-mêmes. Selon le porte-parole grec, toutes les embarcations se trouvaient "à l'intérieur des eaux territoriales turques", sous-entendant qu'elles n'ont pas été refoulées illégalement par la Grèce.

Mardi 24 mai 2022, 150 migrants ont été arrêtés en mer Égée alors qu'ils tentaient d'entrer en Grèce. Ils ont été repérés par les garde-côtes grecs avant d'être interceptés par les forces turques. Athènes, de son côté, nie tout refoulement illégal puisque les canots étaient "dans les eaux turques"

ITALIE

Dimanche 15 mai 2022, plus de 250 personnes sont arrivées en provenance de Libye. La veille, deux bateaux avaient accosté à Lampedusa, portant à 937 le nombre d'exilés arrivés depuis la Libye et la Tunisie, entre le 10 et le 14 mai. Parmi les migrants arrivés ces derniers jours se trouvaient des ressortissants de Tunisie, du Burkina Faso, du Soudan, du Bangladesh, d'Algérie, du Cameroun, d'Érythrée, d'Égypte, d'Éthiopie, du Ghana, du Nigeria, de Côte d'Ivoire et du Mali. *"Dans certains cas, les opérations de sauvetage des migrants ont eu lieu en mer, les bateaux sont restés à la dérive et m'ont été signalés par les pêcheurs. Ces canots présentent des risques pour les bateaux de pêche et pour la sécurité des pêcheurs eux-mêmes. S'ils devaient couler, ils représenteraient également un problème d'un point de vue environnemental : une action immédiate est nécessaire de la part des autorités compétentes pour les récupérer"* selon le maire de la commune. *"Nous sommes confrontés à une situation exceptionnelle. Je tiens à remercier tous ceux qui, à Lampedusa, s'engagent dans des opérations de sauvetage et d'accueil en mer et ici sur l'île. Je crois que l'Italie et l'Europe doivent faire de même : lorsqu'elles préparent des mesures de solidarité internationale et d'accueil humanitaire, rappelez-vous de regarder ce qui se passe dans le sud, au cœur de la Méditerranée".* Le seul hotspot de l'île situé dans le district d'Imbriacola accueille aujourd'hui près de 1 000 personnes, pour une capacité de 250 places. Certains d'entre eux pourraient d'ailleurs être transférées en Sicile.

Au petit matin, mardi 17 mai 2022, 450 personnes ont débarqué sur la côte sicilienne. Le bateau de pêche dans lequel ils avaient pris place a été escorté, sur quelques kilomètres, par la Guardia di Finanza et l'Autorité portuaire jusqu'au port de Pozzallo. Immédiatement après l'arrivée des passagers, le maire de la ville a fait savoir que *"le dispositif d'accueil"* avait été *"mis en route"*. L'embarcation avait été signalée la veille au soir à environ 55 kilomètres de Portopalo, dans la région de Syracuse. La plateforme d'aide aux migrants Alarm Phone avait donné l'alerte. Le bateau, parti de Tobrouk, en Libye, était en détresse dans les eaux maltaises. "Ils ont des problèmes de moteur, certaines personnes sont malades, ils n'ont ni nourriture ni eau". Si les passagers seront bien pris en charge dans les structures de la ville de Pozzallo, ces nouvelles arrivées inquiètent tout de même le maire. *"Avec l'été qui approche, il est probable que ce type de débarquements autonomes s'intensifiera. La présence en Méditerranée d'une force militaire européenne est désormais inévitable. Le sauvetage de milliers de vies humaines ne peut pas seulement être l'apanage de certaines ONG"*.



D'après Google map.

Le 16 mai 2022 dans l'après-midi, 78 migrants originaires du Moyen-Orient ont débarqué à un peu moins d'une centaine de kilomètres de là, dans le port de commerce d'Augusta. Ils avaient été secourus en mer par un patrouilleur de l'Autorité portuaire alors qu'ils tentaient de rejoindre les côtes italiennes à bord d'un voilier.

Les îles italiennes sont les points d'entrée principaux des migrants partis de Libye ou de Tunisie vers l'Europe. Mais depuis le début de l'année, les arrivées sont également en hausse dans le sud du pays, dans les Pouilles et en Calabre notamment. Dans ces régions, les exilés, partis de Turquie, arrivent sur les côtes après plusieurs jours en mer à bord de voiliers. Dimanche 15 mai 2022, 243 personnes ont débarqué à Locri, sur la côte est de cette région. Le maire de Roccella J a appelé la ministre de l'Intérieur à *"venir sur place" pour "se rendre compte" de la situation et "activer tous les outils réglementaires pour gérer l'urgence des migrants"*.

Palerme, chef lieu de la Sicile, est à l'image de la région l'une des principales portes d'entrées des migrants vers l'Italie. Avec des résidents originaires de plus de 127 pays du monde, la population immigrée aurait presque triplé ces vingt dernières années. Ces six dernières années, Palerme s'est rapidement organisée pour gérer l'arrivée par vagues de personnes migrantes. De nombreuses associations se mobilisent et se relaient quotidiennement afin d'apporter aux nouveaux venus des soins de première nécessité. Pourtant, après avoir été accueillis dans des centres de premiers soins, la plupart des hommes, femmes et mineurs retournent rapidement à la rue. Un vide institutionnel qui pèse lourd sur l'avenir des personnes exilées. Dans les rues les plus reculées, à

l'écart du centre-ville, des centaines des personnes exilées dorment à même le sol, manquant des soins les plus élémentaires.

<https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2022-05/a-palermemoignage-migrants-religieuse.html>

Lundi 16 mai 2022 un accord a été signé entre les partenaires sociaux et le gouvernement italien pour la formation et l'**embauche de 3 000 migrants** dans le secteur du bâtiment. Les personnes visées par ce protocole inédit sont les demandeurs d'asile et les réfugiés, mais aussi les mineurs non accompagnés en passe de devenir majeur et les anciens mineurs isolés pris en charge en Italie et ayant déjà atteint la majorité. Les candidats seront sélectionnés dans les centres d'accueil de tout le pays. L'accord prévoit le financement de leur formation dans des écoles de construction, coordonnée par l'organisme national de formation professionnelle dans le bâtiment, et des stages dans les entreprises du secteur. Des contrats d'apprentissage sont également envisagés pour les mineurs non accompagnés. À l'issue de l'enseignement, les exilés ayant fait leurs preuves se verront proposer des contrats dans des sociétés du bâtiment. *"La formation et le travail sont toujours des leviers extraordinaires pour favoriser l'intégration, permettre aux migrants de construire une nouvelle vie en Italie et contribuer à la croissance de notre pays". "Face aux mouvements migratoires, il est nécessaire que notre société renforce rapidement sa capacité de résilience, en se montrant capable non seulement d'accueillir les personnes dans le besoin, mais aussi de puiser sa force dans leur pleine intégration dans le tissu social et économique"*. Cet accord est signé alors que le secteur du bâtiment souffre d'une importante pénurie de main-d'œuvre. Selon le quotidien italien Il Fatto Quotidiano, 260 000 postes sont vacants dans le domaine de la construction. D'autres secteurs comme celui du tourisme par exemple connaissent le même problème. Face à sa population vieillissante et un État qui ne pourra pas soutenir son système de protection sociale sans l'aide des travailleurs immigrés, le gouvernement italien reconnaît donc à demi-mot que le pays a besoin des étrangers pour faire vivre son économie.

A **Vintimille**, située à la frontière avec la France, une structure permanente pour les migrants va bientôt ouvrir ses portes ; les autorités ont indiqué que ce centre d'identification était destiné à faire face aux arrivées de migrants attendues au cours de l'été. Ces dernières semaines, environ 90 exilés sont arrivés quotidiennement à Vintimille, dont une majorité de familles. Elle *"devra servir à **contrôler** et à identifier les lieux de séjour des personnes pour leur **régularisation et leur demande d'asile**, le cas échéant"*. Un centre d'accueil temporaire devrait voir le jour, probablement dans l'ancien parc de la Roya, là où se dressait avant une structure d'accueil pour migrants en transit gérée par la Croix-Rouge italienne, qui a fermé en juillet 2020. *"Nous avons pris en compte la réalité et Vintimille doit gérer ce phénomène"*, a déclaré la chargée des questions liées à l'immigration au sein de la préfecture. *"Il s'agit d'un fait que nous ne pouvons pas ignorer et qui exige une action immédiate ainsi qu'un engagement à moyen et long termes."*

MALTE

Depuis des années, Malte reste fermée aux débarquements des migrants secourus en mer Méditerranée. Jamais ou presque, elle n'a autorisé les ONG à entrer dans ses ports ou n'est venue prêter main forte aux embarcations en détresse dans ses eaux territoriales. Ce mutisme des autorités maltaises est depuis longtemps documenté par les ONG qui détaillent les comportements "illégaux" voire cyniques de l'île européenne. *"Le gouvernement a publié une déclaration indiquant qu'à la lumière du COVID-19 et des problèmes logistiques et structurels des services de santé associés à la pandémie, Malte ne pouvait plus 'garantir le sauvetage des migrants interdits' à bord de n'importe quel bateau ou autres navires, ni assurer la disponibilité d'un 'endroit sûr' sur le territoire maltais pour toute personne secourue en mer"*. Pour ne pas avoir à porter secours, Malte laisse carte blanche aux garde-côtes libyen pour intercepter les canots des exilés. *"Les autorités sont accusées de faire tout leur possible pour empêcher les bateaux d'entrer dans leur SAR zone [zone de recherche et de sauvetage] conformément à un protocole d'accord entre La Valette et Tripoli,*

signé en mai 2020". "Nous observons que les forces armées maltaises ne viennent plus du tout au secours des bateaux en détresse dans leur zone de recherche et de secours. À la place, ils comptent sur les navires de commerce et sur les garde-côtes [libyens] qui renvoient les gens vers la Libye", selon l'association Alarm Phone. En 2021, 832 exilés sont arrivés par mer à Malte alors que 64 500 migrants sont arrivés en 2021 à Lampedusa.

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

HAUT-COMMISSARIAT AUX RÉFUGIÉS

« Le nombre de personnes contraintes de fuir les conflits, la violence, les violations des droits humains et les persécutions a franchi la barre vertigineuse des 100 millions pour la première fois, sous l'effet de la guerre en Ukraine et d'autres conflits meurtriers. Ce chiffre qui n'aurait jamais dû être atteint » « Cela doit servir de signal d'alarme pour nous permettre de résoudre et de prévenir les conflits destructeurs, de mettre fin aux persécutions et de lutter contre les causes profondes qui contraignent des personnes innocentes à fuir leur foyer ». L'Europe n'avait pas connu un flot aussi rapide de réfugiés depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Presque 6,5 millions d'Ukrainiens ont quitté le pays, essentiellement des femmes et des enfants, les hommes en âge de se battre devant rester au pays. Et l'ONU estime qu'ils pourraient être 8,3 millions d'ici la fin de l'année 2022. Ces 100 millions de déracinés représentent plus de 1 % de la population mondiale, et seulement 13 pays dans le monde ont une population supérieure à ce nombre, rappelle le HCR, pour donner une meilleure idée de l'ampleur du phénomène. « La réponse de la communauté internationale envers les personnes fuyant la guerre en Ukraine a été extrêmement positive », s'est réjoui Filippo Grandi. « Cet élan de compassion est bien réel et une mobilisation similaire est nécessaire à l'égard de toutes les autres crises dans le monde ». Mais l'élan de générosité et la mobilisation d'aide publique pour l'Ukraine contrastent fortement avec l'accueil beaucoup plus mitigé réservé aux réfugiés d'autres théâtres de guerre comme l'Afghanistan ou la Syrie. Aussi, le patron du HCR rappelle-t-il que « l'aide humanitaire n'est qu'un palliatif, pas un remède ». « Pour inverser la tendance, les seules réponses sont la paix et la stabilité, afin que des personnes innocentes ne soient plus contraintes de choisir entre le danger immédiat du conflit et une fuite et un exil difficiles »

Alors que plus de 6,6 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays depuis le début de l'invasion par l'armée russe le 24 février, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a estimé, vendredi, à 2,1 millions le nombre d'Ukrainiens qui seraient rentrés chez eux. Mais il fut déduire les personnes qui sont retournées dans leur faille et qui repartent.

OIM

1 882 exilés sont arrivés en Italie depuis le début de l'année 2022. En 2021, ils étaient plus de 67 000.

Près de 2 000 migrants ont été portés disparus ou sont morts noyés en Méditerranée en 2021, contre 1 401 en 2020.

<https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/7/55e45d87c/point-vue-hcr-refugie-migrant-mot-juste.html>

ROYAUME-UNI

Sans attendre les conclusions des actions en justice intentées par plusieurs associations, le gouvernement britannique veut mettre son plan d'envoyer au Rwanda les migrants arrivés illégalement en Angleterre rapidement à exécution. Les demandeurs d'asile sélectionnés pour être transférés à Kigali ont été placés en centre de détention. Les autorités refusent de communiquer sur le nombre de personnes concernées. Y figureraient un groupe de Soudanais ayant traversé la Manche le 9 mai 2022 en kayak, des Albanais et au moins un Afghan débarqué mi-mai au Royaume-Uni sur un canot. *"Il semble que la politique d'expulsion du Rwanda soit utilisée comme justification pour détenir indéfiniment un nombre croissant de personnes traumatisées dans des établissements de type carcéral"*, a déploré la directrice de « Detention Action ». En outre, comme l'a déclaré le ministre de la Justice cet accord ne "réglera pas tout le problème" des arrivées au Royaume-Uni. Seule une centaine de personnes seront envoyées chaque année au Rwanda, a précisé le ministre. Une goutte d'eau au regard des milliers de débarquements annuels. En 2021, 28 500 personnes ont traversé la Manche, et depuis janvier ils sont 9 000 à avoir atteint les côtes britanniques à bord d'embarcations de fortune. Force est de constater que le projet, visant à dissuader les traversées de la Manche selon le gouvernement, n'a pour l'heure pas atteint ses objectifs. Le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), qui a déjà jugé le plan illégal au regard de la Convention de Genève signée par le Royaume-Uni. Le 19 mai 2022, lors d'une rencontre entre l'agence onusienne et la ministre britannique de l'Intérieur et le ministre rwandais des Affaires étrangères le Haut-commissaire a rappelé que *"transférer les responsabilités en matière d'asile n'est pas la solution"*. *"Le HCR continuera de proposer des alternatives concrètes qui respectent le droit international des réfugiés"*.

Environ 73 200 personnes attendent encore une décision, au moins six mois après avoir déposé leur dossier de demande d'asile, révèle le Home office (ministère de l'Intérieur britannique) dans ses derniers chiffres officiels parus le 26 mai 2022. La mise à jour de ces données démontre une hausse exponentielle des délais sur ces dernières années. Ceux-ci ont été multipliés par quatre depuis mars 2019 : on comptait alors 18 734 personnes en attente depuis six mois ou plus. *"Chacune des trois années durant lesquelles Priti Patel a été ministre de l'Intérieur a été marquée par un allongement de ces délais"*, commente Amnesty international. L'allongement des délais de traitement des dossiers s'explique à la fois par *"un déclin du nombre de décisions en 2020 et 2021, et par une augmentation des demandes, en particulier à l'été 2021"* - au moment de la crise afghane. Les ONG pointent les responsabilités gouvernementales. *"L'échec des politiques d'asile de Priti Patel a causé d'énormes délais dans le traitement des demandes, et des milliers de personnes à la recherche d'un lieu sûr ont été laissées dans l'incertitude et la misère"*. Ces délais sont d'autant plus inacceptables aux yeux des ONG que les demandes, lorsqu'elles aboutissent, sont en grande majorité positives. 75 % des demandes d'asile déposées entre mars 2021 et mars 2022 ont ainsi été acceptées par l'administration, selon la dernière mise à jour du Home office. Les personnes entrant sur le territoire ont bel et bien droit à une protection au nom du droit d'asile. De quoi *"remettre en question le discours du Home secretary (secrétariat d'État à l'Intérieur), selon lequel la plupart des migrants traversant la Manche en bateaux sont des migrants économiques"*. Le plus grand nombre de demandes provenait, sur l'année écoulée, de trois nationalités : les Afghans, Iraniens et Albanais. Les deux premières nationalités se caractérisent par un haut taux de protection accordé, 91 % et 88 % respectivement. *"C'est un changement important : il y a de ça quelques années, la majorité des demandes d'asile étaient refusées en premier examen - quand bien même beaucoup étaient ensuite acceptées en appel. Nous observons désormais une majorité de décisions positives concernant divers groupes, des jeunes hommes aux femmes plus âgées"*. Les politiques actuelles visant la

restriction du droit d'asile "affecteront inévitablement des personnes qui pourraient bénéficier du statut de réfugié si leur demande était bien examinée".

SUISSE

Quatre-vingt-dix réfugiés, représentant 10 nationalités et venus des quatre coins de la Suisse, se sont rassemblés le 8 mai dans l'hôtel de ville de Berne, en Suisse, qui concentre les instances de pouvoir de cette région. Ensemble, ils forment le **Parlement des réfugiés**, réuni pour la seconde fois de son histoire. Les réfugiés "*sont des experts de leur propre intégration. Ils savent ce dont ils ont besoin pour avoir des perspectives d'avenir meilleures*". Comme dans un "parlement ordinaire, les participants sont divisés en groupes de travail et préparent des propositions, qui sont ensuite présentées et votées en séance plénière", selon HCR, qui soutient l'initiative aux côtés de nombreuses autres ONG. En amont de la séance plénière ouverte le 8 mai, plusieurs réunions en ligne d'une dizaine de commissions thématiques ont ainsi eu lieu, en avril 2022, pour affiner les propositions. Dix recommandations principales ont été adoptées à la majorité à l'issue de cette session 2022. Parmi celles-ci, l'extension du statut S à tous les réfugiés fuyant des régions en guerre. Ce statut, actuellement uniquement octroyé aux Ukrainiens, permet un droit au séjour d'un an maximum, renouvelable, sans passer par la procédure ordinaire de demande d'asile. Les recommandations retenues ont été transmises aux parlementaires suisses. Plusieurs élus étaient aussi présents lors de la session plénière. "**Jusqu'à présent, les gens ont toujours parlé de nous, et pas avec nous**", expose une Afghane de 25 ans installée en Suisse depuis 2011. "*Nos voix sont absentes du débat, car la participation politique, y compris à travers les élections, est liée à des obligations légales comme la naturalisation*" la co-fondatrice du Parlement des réfugiés. Souvent, le public "*est surpris de constater que ces personnes sont si constructives pour dire ce dont elles ont besoin, et à quel point leurs recommandations sont utiles*". À l'avenir, les organisateurs aimeraient déployer des Parlements des réfugiés dans chaque canton suisse. Dans cet État fédéral, en effet, les décisions politiques en matière d'accueil et d'insertion sociale sont en partie décentralisées.

<https://www.unhcr.org/dach/ch-fr/62397-deuxieme-session-du-parlement-suisse-des-refugies.html>

TURQUIE

Jeudi 26 mai 2022, on apprend que deux migrants afghans auraient été blessés par les forces de sécurité grecques alors qu'ils tentaient d'entrer illégalement dans le pays. Des sources de sécurité turques ont déclaré que la police grecque avait utilisé des balles en caoutchouc pour empêcher ces personnes de pénétrer dans le pays. Les mêmes sources ont rapporté que les deux migrants afghans ont été blessés sur des parties distinctes de leur corps. Ils sont actuellement soignés en Turquie.

AFRIQUE

ALGÉRIE

Dix-neuf personnes au moins, parties d'Algérie, sont mortes dans le naufrage de deux bateaux à moteur en mer Méditerranée. La première embarcation a chaviré dans la nuit de dimanche 15 à lundi 16 mai 2022 au large de la ville algérienne de Tipaza, à l'ouest d'Alger. Il y a eu "11 morts et 5 disparus", dont des femmes et des enfants. Le bateau faisait route vers les îles Baléares. Huit autres candidats à l'exil, tous algériens - dont deux femmes - sont décédés dans un autre naufrage, à 100 km au large d'Almeria, sur le littoral andalou. La localisation de leur embarcation avait été perdue le 7 mai 2022 "*Les corps des passagers qui ont succombé à l'accident, tombés à l'eau, n'ont pas encore été récupérés*". L'armée espagnole, qui s'est rendue dimanche 15 mai sur les lieux du drame en mer d'Alboran, a pu secourir trois jeunes hommes, qui, transportés à l'hôpital

universitaire Torrecárdenas, ont pu y soigner leurs brûlures. L'un d'eux est le mari d'une femme enceinte décédée dans le naufrage. Dimanche 15 mai 2022, un bateau a débarqué sur une plage d'Alicante avec 16 personnes, toutes algériennes. Elles avaient quitté le pays, depuis la côte de Tipazza. *"Tout le monde est en bonne santé"*. Le 11 mai 2022, la Garde civile espagnole a porté secours, du côté des îles Baléares à 19 exilés, répartis dans deux embarcations. Plusieurs d'entre eux, blessés lors de la traversée, ont été emmenés à l'hôpital. La veille, huit Algériens, dont cinq mineurs, avaient été secourus au large de l'archipel, et amenés au port d'Ibiza. Le 10 mai 2022, les garde-côtes d'Almeria ont sauvé "in extremis" un bateau avec 15 personnes à bord, dont deux femmes syriennes. D'après les rescapés, ils ont dérivé depuis plusieurs jours en mer avant d'être secourus. Pour contrer les départs, le gouvernement mise sur la répression. Depuis 2009, le "délit de sortie illégale" du territoire est interdit par l'article 175 bis du Code pénal. Celui-ci prévoit une peine de deux à six mois de prison ainsi qu'une amende de 20 000 à 60 000 dinars d'amende pour les Algériens et les étrangers résidents qui tenteraient de quitter le territoire sans passeport ou visa. Les interceptions en mer sont aussi plus nombreuses. Durant ces opérations dites "de sauvetage", d'après de nombreux témoignages, "les garde-côtes font usage de violences physiques et verbales".

ÉTHIOPIE

Des milliers de migrants bloqués au Yémen ont exprimé leur souhait de retourner volontairement en Éthiopie. Selon l'OIM « *Les migrants en transit ou bloqués au Yémen sont parmi les plus touchés par la détérioration de la situation humanitaire dans le pays* » Ils endurent des « *situations mettant leur vie en danger* ». Ils ont subi « *des traitements inhumains tels que la détention arbitraire, les transferts forcés, l'exploitation et la torture* ». ces rapatriements sont « *la seule option pour un retour en toute sécurité depuis le Yémen et constituent une bouée de sauvetage pour des milliers de migrants bloqués* ». L'OIM au Yémen organise ainsi des vols, offre des conseils avant le départ et assure la liaison avec les autorités pour assurer un passage et un transit sûrs. Plus de 600 migrants éthiopiens – dont 60 enfants migrants non accompagnés – sont jusqu'à présent rentrés à Addis-Abeba depuis Aden sur les trois premiers vols de rapatriement de l'année. Des vols supplémentaires doivent partir du Yémen vers l'Éthiopie dans les semaines à venir. À leur arrivée en Éthiopie, les rapatriés reçoivent de la nourriture, un logement temporaire, une aide médicale, des conseils et d'autres services.

Addis-Abeba se mobilise aussi dans une opération distincte, afin d'accueillir des milliers d'Éthiopiens expulsés d'Arabie saoudite. Plus de 25.000 migrants éthiopiens ont été renvoyés par l'Arabie saoudite depuis le 30 mars à la suite d'un accord entre les gouvernements éthiopien et saoudien. Dans les mois à venir, 75.000 migrants éthiopiens supplémentaires seront renvoyés dans le cadre de l'opération en cours. Selon l'OIM, l'Arabie saoudite a renvoyé depuis 2017 près d'un demi-million d'Éthiopiens. Des centaines de milliers d'Éthiopiens résident actuellement dans le Royaume saoudien, selon les autorités éthiopiennes.

GAMBIE

193 gambiens ont atterri à l'aéroport de Banjul le 19 mai 2022, 1487 en provenance de la Tripoli et 45 de Niamey. En Libye, une partie des Gambiens de retour ont été reconnus comme "vulnérables" par l'agence onusienne en raison des violences et de l'exploitation qu'ils ont subis. Au Niger, ces Gambiens étaient bloqués dans le désert, à la frontière algérienne, dans la région d'Agadez. Grâce à cette opération, ils ont pu regagner leur pays via l'un des centres de transit de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Toutes ces personnes ont reçu une assistance : de la nourriture, un logement, un soutien psycho-social et de l'aide pour la délivrance de documents consulaires, en plus d'une aide humanitaire spéciale pour ceux en provenance de la Libye. Ils se verront proposer des aides économiques, sociales et psychologiques pour leur réinstallation. Ces retours volontaires font partie d'un programme conjoint de l'Union européenne et des Nations unies pour la protection et la réintégration des migrants dans leurs pays d'origines.

En Gambie, depuis le début de ce programme en 2017, 6 600 personnes sont revenues, dont 3 300 en provenance de Libye, et 1700 depuis le Niger.

MAROC

Deux corps ont été retrouvés dimanche 15 mai 2022 dans une embarcation de 46 personnes en route vers les Canaries. Secourus par les forces marocaines au large de leurs côtes, les migrants ont affirmé que 11 autres exilés du même canot avaient disparus dans l'Atlantique lors de leur tentative de traversée. Les exilés avaient quitté Tan-Tan, une ville au sud du Maroc, quelques jours plus tôt dans l'espoir de rejoindre les Canaries. Ce nouveau drame porte à 85 le nombre de morts en seulement une semaine dans cette zone maritime. Dimanche 15 mai 2022, 44 000 personnes avaient péri en tentant d'atteindre les côtes espagnoles et 28 autres dans la nuit suivante. Ces derniers jours, une hausse des départs a été observée depuis les côtes du sud du Maroc. Cette recrudescence s'expliquerait par l'arrivée des beaux jours mais aussi une vague d'arrestations de migrants dans le Sahara occidental.

Depuis la reprise des relations diplomatiques entre Madrid et Rabat, les autorités marocaines multiplient les opérations pour empêcher les traversées de l'Atlantique. A Laayoune, les choses se sont aggravées depuis un mois. Les policiers viennent tous les jours dans les maisons occupées par les migrants subsahariens. Ils débarquent violemment et cassent nos portes d'entrée. Parfois, certains nous frappent, les femmes ne sont pas épargnées. Plusieurs proches ont eu la main déboîtée lors de ces opérations. Les forces de l'ordre ratissent aussi les quartiers fréquentés par les migrants et les interpellent même dans la rue. Entre 40 et 90 personnes sont arrêtées chaque jour. Quand ils prennent les Noirs, ils les parquent dans des centres de détention, à quelques kilomètres de Laayoune. C'est un grand centre composé de plusieurs chambres très vaste où ils sont à près d'une centaine dans une pièce. Il n'y a pas de lits, pas de matelas et pas d'eau. Ils ne peuvent pas se laver et on doit faire leurs besoins dans la cour. Les gardes leur donnent un morceau de pain et des pâtes ou des sardines chaque jour. Ils peuvent y rester jusqu'à six jours. Après cette période, les policiers les mettent dans des bus et les envoient dans le désert. Le plus souvent c'est vers Agora, près de la frontière algérienne, à environ 1 000 kilomètres au nord de Laayoune, mais ce peut être aussi vers Beni-Mellal, à plus de 200 kilomètres au sud de Casablanca. Ils les laissent au milieu de nulle part, à une dizaine de kilomètres de la ville, sans eau ni nourriture. Il y a aussi avec eux des femmes et des enfants. Ils veulent prendre la mer vers les Canaries. Fuerteventura n'est qu'à environ 90 kilomètres de là. Le passage coûte entre 1 500 et 2 000 euros.

NIGER

Le camp d'Agadez accueille en ce moment environ 800 demandeurs d'asile et réfugiés, dont des femmes et des enfants. La plupart sont arrivés dans le centre après avoir été renvoyés d'Algérie ou de Libye. *"Beaucoup sont des jeunes gens ayant vécu des traumatismes sur la route, dont il est très dur de se remettre. Certains nourrissent l'espoir de profiter du mécanisme de réinstallation dans un pays tiers mais ils sont déçus car les critères de cette procédure sont stricts et concernent en priorité les personnes vulnérables (femmes, enfants, mineurs non accompagnés, personnes handicapées)".* Un petit groupe d'entre eux ne respecterait pas les règles du centre et créerait des tensions, d'après le HCR. *"Leur objectif est l'Europe et ils ont du mal à admettre qu'ils ne sont pas éligibles à la réinstallation. Cela engendre des frustrations, qui aggravent leurs troubles psychologiques".* *"Ce camp est une sorte de prison à ciel ouvert, car les journées [des habitants] sont toujours les mêmes. La vie d'un être humain ne se limite pas à manger et boire. Chacun a des rêves qu'il veut réaliser".* Le camp a été le théâtre de violents affrontements entre des réfugiés et les forces de l'ordre mercredi 25 mai 2022. Les échauffourées ont provoqué la **mort d'un résident de 27 ans, originaire du Soudan**. En début de matinée, des gendarmes débarquent dans le camp pour identifier une personne soupçonnée d'avoir égorgé deux vaches d'un éleveur nigérien des environs. Les gendarmes lancent des tirs de sommation et font usage de gaz

lacrymogènes afin de disperser la foule. Lors de la rixe, un homme tombe au sol et meurt de ses blessures. Les versions diffèrent. Selon le HCR, plusieurs réfugiés prennent à partie les policiers et leur envoient des pierres. Les exilés eux ont un autre récit. *"Nous faisons un sit-in pacifique pour obtenir des informations sur nos dossiers de réinstallation et la police a pris d'assaut le camp. Ils nous ont tiré dessus, des femmes et des enfants ont aussi été violentés"*, raconte un Soudanais vivant dans le centre depuis 2019. *"Nous n'avons jamais jeté des pierres, c'est complètement faux"*. Une enquête médico-légale et judiciaire a été ouverte. Pendant ces affrontements, un bureau d'un des partenaires de l'agence onusienne et celui de la police ont été incendiés, et des motos ont été retrouvées calcinées. Vendredi 27 mai 2022, le calme était revenu dans le centre, mais l'émotion était encore vive. *"Ce qu'il s'est passé est dramatique. Les résidents sont choqués, les équipes du HCR sont effondrées"*.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, plus de 72.000 personnes ont été déplacées ces derniers jours dans la partie orientale de la RDC. *« Depuis le 19 mai 2022, d'intenses combats secouent les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo alors que des milices, se réclamant du mouvement armé M-23, affrontent les forces gouvernementales dans une confrontation qui se poursuit au nord de Goma, la capitale provinciale »*.

Les combats à Kikumba, situé à 25 km au nord de Goma, auraient forcé environ 10.000 personnes à fuir vers Rugari dans le Territoire de Rutshuru et Kibati, à environ 8 km de Goma. *« A en croire les partenaires de protection, environ 26.000 personnes ont été déplacées depuis la reprise des violences le 22 mai à Rutshuru »*. Les 24.000 restants sont répartis dans les villages de la zone de santé de Rwanguba, où ils vivent dans des sites improvisés, notamment des églises et des écoles, et ont un besoin urgent de nourriture et d'articles non alimentaires. D'autres civils ont décidé de franchir les frontières internationales congolaises. Plus de 1.500 personnes ont ainsi fui vers l'Ouganda, rejoignant environ 19.000 autres qui s'y trouvaient déjà lorsque les affrontements ont éclaté en mars dernier. Cette nouvelle confrontation est la cinquième entre l'armée congolaise et des *« présumés combattants du M23 »* depuis mars 2022 dans le territoire de Rutshuru. Les précédents affrontements avaient occasionné le déplacement de quelque 65.000 personnes. Celles-ci n'ont pu retourner chez elles suite à la récurrence d'affrontements et restent cantonnés soit dans des écoles, des églises et d'autres centres collectifs, soit en familles d'accueil dans la Zone de Santé de Rutshuru. Dans la région, les activités socio-économiques de base sont paralysées autour de Jomba depuis le début des combats. *« Selon des sources humanitaires, au moins 19.000 personnes ont été privées d'aide vitale suite à la suspension des activités humanitaires dans les localités proches de Bunagana, où des combats ont été signalés le 23 mai »*.

Au moins 1,9 million de personnes sont déplacées dans le Nord-Kivu. Avec 5,6 millions de déplacés internes, la RDC connaît la plus grave crise de déplacement interne en Afrique.

TUNISIE

Samedi 14 mai 2022, 81 migrants : 38 sont originaires d'Égypte, 32 du Bangladesh, 10 du Soudan et une du Maroc, ont été secourus par la marine tunisienne. Leur embarcation, endommagée et en mauvais état, a été interceptée à 6 km environ des côtes du nord-est de la Tunisie. Selon les témoignages des candidats à l'exil qui ont dit avoir entre 20 et 38 ans, le canot était parti dans la nuit précédente du village d'Abu Kammash, à l'extrême-ouest de la Libye, tout près de la frontière tunisienne. Ils ont ensuite été ramenés au port El Ktef, près de Ben Guerdane, non loin de la frontière libyenne, pour être pris en charge par la garde nationale.

En 2021, 15 671 migrants, dont 584 femmes, ont réussi à atteindre le sol italien depuis les côtes tunisiennes contre 12 883 en 2020.

ASIE

BIRMANIE

Les corps de 14 personnes ont été retrouvés échoués sur une plage en Birmanie, et 35 personnes, dont les propriétaires du bateau, qui avaient voulu quitter le pays par bateau, ont été secourues, a déclaré lundi 23 mai 2022 un responsable de la police locale. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), au moins 1 membres de la minorité Rohingyas et 7 personnes pourraient avoir péri après le naufrage de leur embarcation. Certaines étaient des membres de la minorité Rohingya. Un sauveteur de la Myanmar Rescue Organization, ayant requis l'anonymat, a précisé que huit cadavres avaient été découverts dimanche et que tous étaient ceux de Rohingyas ayant tenté de se rendre en Malaisie. Selon un militant de cette minorité musulmane, les 14 victimes sont 12 femmes et deux garçons. Le bateau transportait des personnes originaires des villes de Buthidaung, Maungdaw et Sittwe, dans l'État de Rakhine, où vit l'essentiel de la minorité rohingya. Selon les survivants, 61 personnes se trouvaient à bord du navire ; 12 personnes sont toujours portées disparues. Les personnes qui ont été sauvées sont détenues au poste de police de Pathein.

Des centaines de milliers de Rohingyas, membres d'une communauté ayant immigré en Birmanie il y a plusieurs générations, ont fui depuis 2017 ce pays, dont la population est en majorité bouddhiste, après une répression brutale de l'armée qui a perpétré des massacres et des viols, selon les témoignages de réfugiés. Les Rohingyas qui se trouvent encore sur le territoire birman sont largement considérés comme des étrangers arrivés du Bangladesh, se voyant refuser citoyenneté, droits et accès aux services.

« Cette dernière tragédie montre une fois encore le sentiment de désespoir ressenti par les Rohingyas en Birmanie et dans la région », a estimé le responsable du HCR pour la région Asie-Pacifique. En mars dernier, les États-Unis ont officiellement déclaré que les violences commises par l'armée birmane à l'encontre des Rohingyas constituaient un génocide, affirmant qu'il existait des preuves évidentes d'une tentative de « destruction » de cette minorité musulmane.

AMÉRIQUE

CARAÏBES

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés s'est vivement préoccupée, vendredi 28 mai 2022, par la forte hausse du nombre de personnes, y compris un nombre croissant d'Haïtiens, qui ont recours à des voyages dangereux dans la mer des Caraïbes, souvent à bord de bateaux surchargés et en mauvais état. Récemment mise en évidence lorsqu'un navire transportant plus de 800 Haïtiens, qui tentaient de rejoindre les États-Unis, est arrivé à Cuba après avoir été abandonné par son capitaine et laissé à la dérive en mer. « Le HCR exhorte les gouvernements de la région à remplir leurs obligations en matière de sauvetage en mer et à veiller à ce que toutes les personnes ayant besoin d'une protection internationale bénéficient d'un accès rapide et sans entrave à des procédures d'asile équitables ». En mai, les garde-côtes américains ont intercepté près de 3.900 ressortissants haïtiens et au moins 175 Haïtiens ont été portés disparus ou décédés auprès des garde-côtes américains. Selon l'ONU, beaucoup de ceux qui ont recours à des traversées maritimes dangereuses fuient l'instabilité politique et l'insécurité socio-économique de la région, qui ont mis à rude épreuve les communautés des Caraïbes. Mais pour le HCR, les États d'accueil sont les premiers responsables de la protection des personnes qui peuvent avoir des craintes fondées de persécution dans leur pays d'origine. « *Il est essentiel de veiller à ce que les dispositions prises*

pour le débarquement des personnes secourues n'aboutissent pas à un retour sommaire, et à ce qu'elles aient accès aux procédures permettant d'évaluer leurs demandes avant d'être expulsées ou déportées ». Mais pour le HCR, les États d'accueil sont les premiers responsables de la protection des personnes qui peuvent avoir des craintes fondées de persécution dans leur pays d'origine. « Il est essentiel de veiller à ce que les dispositions prises pour le débarquement des personnes secourues n'aboutissent pas à un retour sommaire, et à ce qu'elles aient accès aux procédures permettant d'évaluer leurs demandes avant d'être expulsées ou déportées »

USA

L'administration Biden va notamment remettre en place un programme suspendu depuis plusieurs années, qui facilitait les procédures d'immigration de membres d'une même famille. Elle promet aussi d'augmenter les capacités de traitement des demandes de visas à La Havane. Les États-Unis vont également supprimer le plafond de 1 000 dollars par trimestre et par émetteur/bénéficiaire qui limitait jusqu'ici les transferts d'argent vers Cuba, et vont autoriser par ailleurs des envois d'argent hors du cadre familial. Le nombre de vols entre les États-Unis et l'île, va augmenter, en autorisant la desserte d'autres villes que La Havane et autoriser certains voyages de groupes qui sont pour l'heure interdits.

Un juge fédéral de Louisiane a refusé que soit levée cette une mesure sanitaire qui bloque les migrants aux frontières terrestres des États-Unis depuis mars 2020. Le gouvernement américain a décidé de faire appel de la décision, mais en attendant, il doit s'y plier et continuer à expulser sans délai les migrants qui franchissent illégalement la frontière avec le Mexique. Pour l'ONU : *« Tous les États sont souverains pour mettre en place leur politique frontalière et de prévention et de contrôle des maladies, mais en aucun cas, ces mesures ne doivent empêcher le droit à l'accès du territoire et au droit de demander l'asile, car c'est un droit de l'homme fondamental. »* Quelle que soit la politique des États-Unis à sa frontière, le départ des migrants est inévitable. Les flux ont d'ailleurs atteint des records. Selon les chiffres des autorités américaines, depuis deux ans, plus de 3 millions personnes ont été arrêtés par les gardes-frontières. *« Il faut se focaliser davantage sur pourquoi les gens se voient obligés quitter leur pays et moins sur les attentes qu'ils ont sur le pays dans lequel ils vont arriver. Personne ne choisit de partir »*

A VOIR – A LIRE

Sorti dans les salles françaises le 11 mai 2022, le film-documentaire "**Un visa pour la liberté : Mr Gay Syria**" illustre les multiples difficultés auxquelles sont confrontés les migrants arabes LGBT. Le documentaire suit le périple de plusieurs jeunes Syriens homosexuels qui, via un concours de beauté organisé en Turquie, essaient d'obtenir un visa pour l'Europe.

Consulter le site : <https://lafabriquenomade.com/lassociation/> qui œuvre à valoriser et favoriser l'**insertion professionnelle des artisans migrants et réfugiés** en France. Des femmes et des hommes passionnés, dotés d'un savoir-faire acquis dans leur pays d'origine, rencontrent en France de nombreux freins à leur insertion professionnelle en tant qu'artisan. Les barrières socio-linguistiques, l'absence de réseaux, la non reconnaissance de leurs qualifications et de leurs expériences, la méconnaissance du marché, rendent difficile la poursuite de leurs métiers. Valoriser les compétences qui arrivent sur notre territoire, c'est enrichir notre société et soutenir son développement en considérant chaque personne dans ce qu'elle est et ce qu'elle sait faire. La fabrique NOMADE défend un nouveau modèle d'intégration, qui prend en compte la personne et son parcours professionnel, en identifiant ses compétences acquises, ainsi que par l'étude des possibilités d'adaptation et de transfert dans le contexte économique et culturel français. Notre

travail permet aux artisans de reprendre leur métier, trouver leur juste place dans la société et donner surtout un nouveau sens à leur vie après l'exil.

La dixième édition du **festival cinéma et migrations** se tient jusqu'au jeudi 19 mai 2022 à Saint-Lô (Manche). Le 16 mai : projection en avant-première du film documentaire *Flee* de Jonas Poher Rasmussen, nommé dans trois catégories aux Oscars 2022: film d'animation qui retrace l'histoire vraie d'un réfugié afghan s'installant au Danemark. Le 17 mai : **Fahim**. Le récit du départ d'un petit garçon Fahim et de son père, du Bangladesh. Ils partent pour effectuer une demande d'asile en France. L'histoire relate l'intégration de la famille grâce au don pour les échecs du jeune garçon. À 20 h, le documentaire *Little Palestine*, d'Abdallah Al-Khatib. Le 17 mai : **Le Traducteur**, de Rana Kazkaz. Fiction sur un syrien, Sami, réfugié en Australie. En 2011, La révolution syrienne éclate. Son frère est arrêté. Sami quitte l'Australie pour aller libérer son frère. Le 19 mai: documentaire Public Sénat, *Officiers du droit d'asile*.

A l'issue d'un travail de recueil de témoignages d'avocat·es, de juges, d'observateurs et d'observatrices pendant plusieurs mois et à l'occasion de la sortie d'une note **critique sur la visioconférence**, l'Observatoire de l'enfermement des étrangers vous invite à une réunion publique qui aura lieu le : **lundi 13 juin 2022 à 19 heures** dans les locaux de la Ligue des droits de l'homme, 138 rue Marcadet, 75018 Paris et en visioconférence.

TÉMOIGNAGE

Cameroun – Turquie – Grèce – Turquie. Il a quitté le Cameroun en début d'année 2020 parce qu'il craignait pour sa vie. Son objectif d'alors : rejoindre l'Europe. Passé par l'Iran, il arrive finalement en Turquie il y a un an. À Istanbul, le jeune homme de 29 ans travaille plusieurs mois afin de payer une traversée pour la Grèce, à 1 400 euros. "Nous sommes partis à 6h30 du matin depuis une plage près de Bodrum, en Turquie. Dans le bateau gonflable, il y avait environ 30 personnes - des Togolais, des Maliens, des Congolais et des Camerounais comme moi - dont trois enfants : une petite fille, un garçon de deux ans et un bébé de six mois, avec leurs mères. Il y avait aussi huit femmes, et deux étaient enceintes.

La traversée a été longue. Je pense que la personne qui conduisait le bateau s'est perdue, car nous n'avions plus de signal GPS. À un moment, on était presque en haute mer, les vagues étaient grandes. Vers 12h30, on a enfin vu la terre grecque. C'était l'île de Samos. On allait accoster tranquillement mais soudain, un bateau tout blanc a foncé droit sur nous. Dessus, il y avait un insigne en forme de drapeau grec, et un autre de l'Union européenne [Frontex]. Quand il est arrivé près de nous, ça a fait des vagues, notre embarcation a tangué. À son bord, il y avait trois hommes en uniforme. Deux avaient des masques sur le visage, on ne voyait que leurs yeux. Ils nous ont crié dessus et ont pointé leurs armes sur nous. Ils nous ont ordonné d'éteindre le moteur. Certains semblaient nous prendre en photo ou nous filmer. On a attendu comme ça, les armes pointés sur nous, pendant une demi-heure. C'était très angoissant. Ensuite, un autre navire est arrivé, avec un drapeau grec. Il y avait trois hommes à bord, ils avaient tous des cache-nez. Avec tous les passagers, on a été obligé de monter sur leur bateau. Ils nous ont ordonné de nous asseoir, les mains en l'air. Ils nous hurlaient dessus en anglais, et ils ont récupéré nos téléphones. Moi j'ai réussi à le cacher. C'était vraiment horrible, j'ai eu très peur. J'ai pleuré. Je me demandais à quel moment est-ce qu'ils allaient ouvrir le feu sur nous. Et puis les gens étaient vraiment très stressés, ils bougeaient et criaient. J'avais peur qu'à cause de la panique générale, le bateau chavire. Au bout d'un moment, le bateau de l'Union européenne a démarré et il est parti côté turc, en face de Samos. Notre embarcation à vide était accrochée. À une cinquantaine de mètres de la côte, on nous a forcés à descendre, de retourner dans notre bateau à nous. On devait se dépêcher, ils nous criaient d'aller plus vite. Ils étaient armés. Quand j'ai mis le pied sur l'embarcation, le plancher en bois était cassé. Il n'y avait plus le moteur et de l'eau avait commencé à rentrer. Puis ils ont détaché notre

embarcation, et les vagues nous ont amenés sur une plage turque. Une fois sur la terre ferme, on a marché dans la forêt et appelé les secours. Après une nuit à la gendarmerie, tout le monde a été transféré dans un camp, à 4h de route. Il est assez grand, et entouré de grillage. À l'intérieur, il y a un petit espace pour les enfants et sur quelques containers, il y a le logo du HCR. Nous y sommes restés cinq jours. La journée, on était dehors, en plein soleil, il n'y avait rien pour s'abriter. Et on ne nous donnait qu'une petite bouteille d'eau. La nuit, les hommes dormaient dans une sorte de salle de réception, à même le sol. Les femmes, dans une salle de prière. Pour aller aux toilettes, on devait demander la permission, parfois les gardes refusaient. Ils avaient des matraques. Ce qui était difficile, c'est qu'on ne nous disait rien. On ne savait pas ce qu'on allait faire de nous. J'avais peur de rester six mois, ou d'être enfermé ailleurs. Car je connais des gens comme moi qui ont été jetés en prison en Turquie sans raison. Et puis, un matin, alors qu'un autre groupe de migrants était arrivé, on nous a fait signer un papier. Nous n'avons même pas su de quoi il parlait, tout était en turc, et personne ne l'a traduit. Mais on a pu sortir.

Aujourd'hui, je suis à Izmir. Je fais la plonge pour un Africain qui a un bar-restaurant. C'est mieux que les autres emplois que j'ai eus. Ici, les Turcs nous prennent pour des esclaves. Certains nous appellent 'maymuns', 'singes' en français. Parfois, on nous paye 100 livres [cinq euros] pour une journée à travailler debout dans des usines de chaussures et de vêtements. Alors je vais rester ici et économiser. Ensuite, je retenterai ma chance."